

ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE ENTRE TEBBOUNE ET MACRON

# «Rapprocher les vues» sur certains dossiers P. 3

# CRÉBUS

QUOTIDIEN

www.cresus.dz

In medio stat virtus

Lakhdar Belloumi  
à Crésus :

«Je suis fier  
de mon fils» P. 14



DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

# Le Conseil de la nation sous les feux des projecteurs



*Mais jusqu'où le Conseil de la nation peut-il suppléer la vacance de l'APN et jouer le rôle de législateur par défaut ? L'article 142 de la Constitution ne souffre aucune ambiguïté. « En cas de vacance de l'Assemblée populaire nationale, ou durant les vacances parlementaires, le Président de la République peut, sur des questions urgentes, légiférer par ordonnance, après avis du Conseil d'Etat. Page 3*

Après Nekkaz,  
Drareni, Dalila Touat...

## D'autres détenus libérés, hier P. 2

La grève des pharmaciens  
reconduite à partir d'aujourd'hui

## Le Snapo persiste et signe

P. 16

SELON UNE ÉTUDE DE LA FONDATION  
FRIEDERICH EBERT

## Les lobbys pétroliers empêchent le développement du renouvelable P. 6



CRÉBUS  
In medio stat virtus

Quotidien national ■ Dimanche 21 février 2021 ■ 7<sup>ème</sup> année n°570 ■ Prix 20 DA ■ Étranger 1 euro



## APRÈS NEKKAZ ET DRARENI ET DALILA TOUAT D'autres détenus libérés hier

**Khaled Drareni, Rachid Nekkaz et Dalila Touat, la porte-parole des chômeurs de Mostaganem entre autres, ont retrouvé vendredi dernier la liberté tandis que d'autres ont été libérés hier. Les procédures sont en cours pour les autres prisonniers.**

Le journaliste Khaled Drareni incarcéré depuis près d'une année (mars 2020) a été condamné en appel le 15 septembre 2020 à deux ans de prison ferme pour incitation à attroupement non armé et atteinte à l'unité nationale. Tout comme Drareni, Rachid Nekkaz et Dalila Touat, la porte-parole des chômeurs de Mostaganem, ont été libérés vendredi en fin d'après-midi. «J'annonce officiellement au peuple algérien formidable que mon frère Rachid Nekkaz vient d'être libéré ce jour du 19 février 2021. C'est une première victoire pour toute l'Algérie, un grand merci pour tout le peuple algérien», a réagi son frère quelques minutes après la libération de Rachid Nekkaz sur son compte twitter. Rachid Nekkaz, qui a bénéficié à l'instar d'un certain nombre de détenus de la grâce présidentielle, a commencé une grève de la faim plus tôt dans la journée de vendredi pour protester contre sa détention prolongée malgré la détérioration de son état de santé. De son côté, Khaled Drareni a affiché la même détermination à sa sortie de prison de Koléa. «Je me sens très bien, comme un journaliste qui vient d'être libéré même si j'ai toujours été libre dans ma tête» affirme Khaled avant de remercier tous ses soutiens «qui croient au combat juste de la liberté de la presse qui doit être comme toute autre liberté, une liberté sacrée». Hier, Brahim Laâlamî a bénéficié de la grâce présidentielle et a quitté la prison hier de Bordj-Bou-Arréridj en début d'après-midi au même titre d'ailleurs que Mohamed Naili, libéré de la prison de Tébessa et Lahcen Bencheikh. D'autres détenus devront quitter la prison dans les heures à venir. Des dizaines de détenus ont recouvré la liberté, au lendemain du discours de Abdelmadjid Tebboune. Tren-



te-trois détenus dont 21 condamnés définitivement à des peines de prison ferme pour des actes liés à l'utilisation des réseaux sociaux ou commis lors de rassemblements et douze n'ayant pas écopé de peines définitives mais impliqués dans des actes similaires ont été élargis vendredi dans le cadre des mesures de grâce décidées jeudi dernier par le Président Tebboune, indique un communiqué du ministère de la Justice. Les juridictions compétentes ont procédé «à partir de la date d'aujourd'hui (vendredi) à l'élargissement des détenus n'ayant pas écopé de peines définitives, impliqués dans des actes similaires. Le nombre global de détenus élargis, des deux catégories, s'élève à l'heure de la rédaction de ce communiqué, à 33 détenus et les procédures de mise en liberté se poursuivent pour les autres»,

précise le document. Entre 55 et 60 personnes rejoindront leurs familles, a promis le président Tebboune en référence aux personnes graciées. Au lendemain de son élection en décembre 2019, Tebboune a accordé une grâce à 76 détenus, dont des

figures du Hirak, libérés le 2 janvier 2020. Au total une soixantaine de personnes détenues vont quitter la prison. Ces personnes ont été interpellées lors des manifestations du Hirak en 2019 et 2020.

Mahmoud Tadjer

### Il passera aujourd'hui devant les juges Ali Ghediri libéré ?

La chambre d'accusation de la cour d'Alger examinera aujourd'hui l'affaire du général à la retraite Ali Ghediri détenu à la prison d'El Harrach, ont annoncé hier ses avocats. Incarcéré depuis le 13 juin 2019, alors qu'il était candidat à la présidentielle avortée de 2019, Ali

Ghediri est accusé d'«atteinte au moral de l'Armée», après que l'abandon du chef d'inculpation de «Réunion de documents et d'informations et leur mise à la disposition d'agent étranger».

M.T

LES RÉACTIONS AU DISCOURS DU PRÉSIDENT TEBBOUNE SE POURSUIVENT

## Des partis politiques amplement satisfaits

Le président du MSP, Abderrezak Makri, a salué hier sur sa page Facebook la libération des détenus estimant par ailleurs que cette décision est à même d'aider à l'instauration d'un climat de confiance : «la décision du président de la République est salutaire et peut contribuer à la restauration d'un Etat de droit où aucun homme politique ne sera inquiété à cause de ses convictions». Le leader du MSP a ajouté que cette nouvelle situation créée avec l'élargissement des détenus «ouvre de nouvelles perspectives pour une compétition saine qui protège le vote du citoyen et une avancée démocratique réelle». Enfin Makri, interpelle la présidence pour la prise en charge des familles des détenus des années 1990, une revendication ancienne de cette formation politique qui n'a jamais caché ses accointances avec le parti dissout. Pour la présidente du parti TAJ, Fatma Zohra Zerouati, la libération des détenus est un « pas positif pour la consolidation de la sécurité, la stabilité et la sérénité au profit de tous les Algériens » indiquant que cette décision «est à mettre à l'actif du président Tebboune à même de couper la route à ceux qui veulent instrumentaliser cette question pour porter atteinte à la stabilité du pays». Elle a dans le même ordre d'idées salué les décisions prises par le président Tebboune lors de son dernier discours à la Nation indiquant par ailleurs que les consultations avec les partis politiques «vont se poursuivre». Elle

est revenue sur sa dernière déclaration au cours de laquelle elle a indiqué qu'elle allait être reçue par le président Tebboune jeudi dernier devant les jeunes de Zeralda : «De mon point de vue, les consultations avec les partis vont se poursuivre avec d'autres partis qui ont reçu une invitation» dit-elle ajoutant que son parti sera reçu «dans les jours à venir». Le parti de l'Alliance nationale républicaine (ANR) s'est dit «satisfait du bilan de la première année du mandat présidentiel» dans un communiqué publié hier suite au discours prononcé. L'ANR a relevé avec satisfaction «la série de décisions prises, notamment la grâce présidentielle au profit de nombre de détenus, la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN), le remaniement ministériel et l'activation du rôle de la cour constitutionnelle et autres institutions consultatives». Pour sa part, le RND a valorisé «les décisions contenues» dans le discours du président de la République. Dans un message à l'occasion du 24e anniversaire du parti, le SG a salué «les acquis réalisés sous la conduite du Président Tebboune, à l'instar des décisions visant l'allègement du poids fiscal, la hausse du SNMG, l'amélioration des aides et allocations au profit des citoyens au revenu modeste et la prise en charge des zones d'ombre». Lakhdar Benkhelaf, membre dirigeant du Front de la justice et du développement (FJD) a estimé, dans un communiqué, que la dissolution du Parlement et la mise

d'une fin à la 8e législature «prouve que ce Parlement n'a pas de légitimité». Sur sa page Facebook, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) s'est réjouie de la libération des détenus, soulignant qu'une telle décision «vient réparer l'injustice de plusieurs mois d'incarcération». Le Conseil de la nation a exprimé hier sa «profonde satisfaction» de la «franchise» et de la «clarté» du discours du président Tebboune. Le discours du Président Tebboune «augure de l'entame par l'Algérie d'une période cruciale et importante dans son histoire qui aboutira sans nul doute au retour de la parole au peuple en sa qualité de source de tout pouvoir et de la légitimité aux institutions de l'Etat, car il comporte autant de signes qui posent les jalons de l'édification de la nouvelle République», estime la même source. Saluant les décisions historiques prises par le Président de la République dans son discours, le bureau du Conseil de la nation a affirmé que «le temps est venu pour tout un chacun de mettre en avant l'esprit nationaliste et de placer l'intérêt du pays et de la collectivité au-dessus de tout intérêt personnel», appelant, à cet égard, la société civile, la classe politique, les élites intellectuelles et l'ensemble des institutions nationales à «contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies pour cette nouvelle étape et à la dynamique de développement».

M.T

**CRÉSUS**

Quotidien national,  
édité par la SARL  
CELIGNE Éd. & Com.

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
SAMIR MEHALLA  
celigned@gmail.com

cresusdz@gamil.com  
Fax : 021 45 77 85

**REDACTEUR EN CHEF**  
SAID MEKLA

**Rédaction/Administration**  
MAISON DE LA PRESSE  
TAHAR DJAOUT  
1, RUE BACHIR ATTAR  
1er MAI - ALGER

**Marketing** : 0770 150719  
dp@cresus.dz

**Site** : www.cresus.dz  
**R. C.** : 15B 0808682- 09/00

**Impression** : EPE/SPA SIMPRAL  
20 rue de la liberté Alger

**Tirage** :  
4000 exemplaires

**Publicité** :  
ANEP 01, rue pasteur, Alger

**Tél.** : 021 73 76 78  
021 73 71 28  
021 73 30 43

**Fax.** : 021 73 95 59



## DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE POPULAIRE NATIONALE

# Le Conseil de la nation sous les feux des projecteurs

*Né du tumulte des années 1990 - et de la razzia électorale du FIS-, et doté du pouvoir absolu de blocage de la procédure législative, le Conseil de la nation (Sénat) et/ou la chambre haute du Parlement (institué par la Constitution de 1996), est désormais sous les feux des projecteurs.*

La dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN), décrétée vendredi par le président Tebboune, met à découvert un Conseil de la nation, campant, naguère, le rôle de « censeur » de l'Assemblée nationale. L'Etat de vacance partielle du législateur imposera, de fait, un « nouveau » plan de charge au Conseil de la nation, institution considérée comme étant une pièce maîtresse et stabilisatrice de l'ordre et édifice institutionnel et constitutionnel. Mais jusqu'où le Sénat peut-il suppléer la vacance de l'APN et jouer le rôle de législateur par défaut ? L'article 142 de la Constitution ne souffre aucune ambiguïté. « En cas de vacance de l'Assemblée populaire nationale ou durant les vacances parlementaires, le Président de la République peut, sur des questions urgentes, légiférer par ordonnance, après avis du Conseil d'Etat. Le Président de la République saisit obligatoirement la Cour constitutionnelle au sujet de la constitutionnalité de ces ordonnances. La Cour statue dans un délai maximal de dix jours. Le Président de la République soumet les ordonnances qu'il a prises à l'approbation de chacune des chambres du Parlement au début de sa prochaine session (...) ». Visiblement atteintes, les limites objectives du bicaméralisme parlementaire, fonctionnant essentiellement sous le mode des vases communicants (entre la haute chambre et la basse chambre), interdit au sénat, toute velléité d'usurpation des missions du Parlement. L'ère est à la toute puissance et omnipotence de « l'Exécutif » et à la gouvernance quasi



exclusive, par décret et ordonnance présidentiels. Jusqu'à l'élection de la prochaine Assemblée nationale populaire ! Elue -et renouvelée- sous le régime de l'ancienne Constitution, dominée par l'alliance FLN/RND qui dispose de plus de 90 sièges (sur 144) et auxquels s'ajoutent les 44

sièges affectés au titre du tiers présidentiel, le Conseil de la nation traîne, comme son alter-égo, l'APN, un déficit abyssal en légitimité/crédibilité. Vu comme un boulet toxique par le pouvoir émergent du président Tebboune, la préservation de l'actuel Sénat est dictée par le seul souci de ne pas

créer un vide constitutionnel « légal » à la pérennité du système. A ce propos, les « brèches » déjà ouvertes, sont en phase d'être colmatées. Deuxième personnage de l'Etat, le président du Conseil de la nation sera, d'après des sources concordantes, élu, incessamment au cours d'une réunion pour décider de la date de l'élection du nouveau président, étant programmée pour aujourd'hui, selon les mêmes sources. Cette élection intervient, rappelons-le, après deux ans d'intérim de M. Salah Goudjil qui a été désigné le 9 avril 2019 pour assurer l'intérim du poste de président du Conseil de la nation, occupé depuis 2010, par M. Abdelkader Bensalah, anciennement président de la République par intérim. Rappelons aussi que le 4 février 2019, à la veille du Hirak, les groupes parlementaires du Sénat avaient appelé le président Bouteflika à se porter candidat à un

5e mandat. L'invite du Conseil de la nation est d'anthologie. Extrait, pour l'histoire : « "Conscients de l'importance de la prochaine échéance électorale (...) conscients des enjeux et défis qui se posent à la Nation et fiers des multiples réalisations, des acquis accomplis et des réformes profondes opérées dans la sécurité et la stabilité, les groupes parlementaires du Conseil de la nation appellent M. Abdelaziz Bouteflika, qui a dirigé l'Algérie avec sagesse et clairvoyance dans un monde instable et exposé à des périls incontournables (...) à poursuivre la direction du pays ». Les sénateurs exprimeront "leur soutien absolu à sa candidature (...)".

M. Az

ENTRETIEN TÉLÉPHONIQUE  
ENTRE TEBBOUNE ET MACRON

### « Rapprocher les vues » sur certains dossiers

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier un appel téléphonique du président de la République française, Emmanuel Macron, lors duquel ils « ont passé en revue les perspectives de développement des relations bilatérales », indique un communiqué de la présidence de la République. Lors de cet entretien téléphonique, les deux présidents ont convenu de « poursuivre la coordination entre les deux parties en vue de booster la coopération bilatérale dans divers domaines et rapprocher les vues sur certains dossiers », ajoute le communiqué sans plus de précisions. C'est la troisième fois en 3 mois que les deux présidents ont eu des entretiens téléphoniques. En décembre, Macron avait informé lors d'un entretien téléphonique, le Président Tebboune que « le rapport sur le dossier de la Mémoire, confié à M. Benjamin Stora, sera fin prêt en janvier », un rapport rendu public qui a, suscité, faut-il le rappeler, plusieurs réactions. Les deux chefs d'Etat avaient convenu en outre de reprendre contact, début 2021, « pour aborder nombre de dossiers et de questions d'intérêts communs, notamment les questions régionales et la situation en Libye, au Mali et au Sahara occidental ». Le 24 janvier, en effet, un autre entretien à eu lieu lors duquel « le président Macron a fait part au président de la République de sa volonté de retravailler à nouveau ensemble sur des dossiers d'intérêt commun, notamment sur les enjeux économiques, régionaux et le dossier mémoriel dès le retour du président Tebboune à Alger », avait souligné la présidence de la République, précisant que M. Tebboune « a assuré son homologue français de sa disponibilité à travailler sur ces dossiers à son retour en Algérie ». Le « rapprochement de vues » évoqué dans le communiqué d'hier concerne fort probablement le dossier du Sahara occidental notamment, qui peine à trouver une solution et sur lequel les deux parties ont des visions différentes pour ne pas dire diamétralement opposées, puisque l'Algérie est pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et soutient une solution dans le cadre onusien alors que la France apporte un soutien « franc » au plan d'autonomie marocain de 2007 qui « constitue une base sérieuse et crédible de discussions en vue de reprendre le dialogue », comme l'avait soutenu en octobre dernier son représentant à l'ONU.

R. N.

ABDELAZIZ RAHABI À PROPOS DE LA LIBÉRATION DES DÉTENUS DU HIRAK :

### «Un geste d'apaisement attendu»

Les réactions aux dernières décisions prises par Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de son discours à la nation le 18 février, se multiplient. La libération, par la grâce présidentielle, d'un certain nombre de détenus d'opinion du Hirak, a été l'une des annonces les plus commentées, notamment par les partis politiques, voire même par des acteurs connus de la scène.

Abdelaziz Rahabi, habitué à se faire entendre sur diverses questions d'actualité qui occupent l'opinion, a salué une démarche attendue du chef de l'Etat. « La libération des détenus d'opinion du Hirak est un geste d'apaisement attendu du Président de la République », a déclaré hier, l'ancien ministre de la Communication et ex-diplomate, dans une réaction sur sa page Facebook. Ne s'arrêtant pas à ce stade, Rahabi se lance dans un effort de projection vers l'avenir en matière d'ouverture politique en Algérie. « Cette décision donne l'espoir à une perspective d'ouverture politique la plus large », a-t-il soutenu. Jusqu'à hier dans l'après-midi, plusieurs détenus du mouvement populaire du 22 février, ont retrouvé leur liberté, dont le journaliste Khaled Drareni incarcéré à la prison de Koléa et l'activiste politique, Rachid Nekkaz qui était emprisonné à Labiodh Sidi Cheikh dans la wilaya d'Al Bayadh. Cepen-

dant, ces libérations, pour beaucoup d'observateurs dont Abdelaziz Rahabi d'ailleurs, ne doivent pas être une finalité, mais l'occasion de mettre fin à toutes les interpellations pour cause d'une publication sur les réseaux sociaux ou pour avoir tout simplement exprimé son avis sur une question quelconque. Des textes de loi doivent être élaborés à cet effet, estime Rahabi. « Les pouvoirs publics doivent saisir cette opportunité à l'effet de mettre en place toutes les conditions légales pour que la privation de la liberté d'expression à cause d'une opinion ne se reproduise plus dans notre pays », déclare-t-il, rappelant par la même occasion le rôle que devrait jouer chaque partie, puisqu'« il appartient à l'Etat de veiller à garantir le droit du citoyen à la liberté et à la dignité ».

#### SEUL LE DIALOGUE...

Fidèle à son engagement de recherche d'une issue à la crise comme il l'a toujours fait à travers l'initiation ou la participation à des rencontres de dialogue entre composantes politiques, l'ancien diplomate ne déroge pas non plus, cette fois-ci, à la règle, et plaide pour l'échange dans le respect. « En toutes circonstances, seuls le dialogue, la concertation et le respect mutuel sont à même d'établir la confiance, d'assu-

rer la stabilité et de favoriser l'avènement d'une Algérie plus juste et plus forte », estime Abdelaziz Rahabi, dans une invitation à peine voilée au pouvoir et à la classe politique de se mettre autour de la table pour l'intérêt de l'Algérie.

Rahabi a déjà été reçu par le chef de l'Etat, en janvier 2020, rappelle-t-on. A l'occasion, l'homme avait fait part à Abdelmadjid Tebboune, de sa « préoccupation concernant la perte de confiance entre le peuple et le système politique, eu égard aux expériences précédentes, et la nécessité de chercher à parvenir à un large consensus national pour sortir de la situation actuelle ». Il avait alors exprimé sa « conviction » quant à la prise de certaines décisions susceptibles de retrouver cette confiance perdue, notamment « la libération de tous les détenus d'opinion, la levée de toutes les formes de tutelle sur les médias et l'arrêt des restrictions à l'action partisane » et « la protection du Hirak national béni des tentatives de l'affaiblir et de le criminaliser ». Aujourd'hui, le Hirak a fait son entrée dans le préambule de la Constitution, et de nombreux détenus d'opinion ont retrouvé leurs familles. C'est dire qu'il serait insensé d'attribuer ces décisions à une quelconque formation ou à un acteur politique au détriment d'autres...

A. M.



## FARID YAÏCI, PROFESSEUR ET DIRECTEUR DU LABORATOIRE ÉCONOMIE & DÉVELOPPEMENT, UNIVERSITÉ DE BÉJAÏA

# « L'Algérie s'achemine tout droit vers le FMI »

Propos recueillis par M. Aziri

**Si vous deviez faire le bilan d'un an de gouvernance économique du gouvernement Djerad, que diriez-vous au juste ? Autrement dit, dans quelle situation économique, financière et sociale se trouve le pays actuellement ? Un plan de relance économique 2020-2024 avait été annoncé au tout début du mandat présidentiel. Pandémie de la Covid 19 oblige, le chantier de la relance est reporté sine die. Que doit être la réponse des politiques pour sortir l'Algérie de la récession de son économie ?**

Le gouvernement Djerad a été installé le 28 décembre 2019, en plein « Hirak » où le peuple algérien sortait encore massivement dans la rue chaque vendredi et chaque mardi pour demander un changement radical du système politique en place. Ce mouvement populaire revendicatif n'avait été suspendu, provisoirement, que le 17 mars 2019 en raison de la pandémie de la Covid-19. C'est dire, déjà, que les conditions politiques, préalables à tout programme économique sérieux et qui susciterait l'adhésion du peuple, n'étaient pas réunies. Le plan d'action du gouvernement, publié le 6 février 2020, était politique, économique, social, diplomatique et sécuritaire. Dans le volet politique, le plan d'action promet de « veiller à concrétiser une nouvelle République, née des aspirations du peuple, dès l'aboutissement de la révision constitutionnelle, en mettant en place un nouveau mode de gouvernance empreint de rigueur et de transparence et un exercice plein des droits et libertés ». On en est encore loin lorsqu'on sait, d'une part, dans quelles conditions a été préparée la nouvelle Constitution (...)

Dans le volet économique, le plan d'action promet une réforme financière et un renouveau économique. Sans qu'il ne soit chiffré, le programme économique est ambitieux. Sur le premier point, il vise ainsi une refonte du système fiscal, une instauration de nouvelles règles de gouvernance budgétaire, une modernisation du système bancaire et financier et un développement de l'information statistique et de la fonction prospective. Sur le second point, il vise à promouvoir le cadre de développement de l'entreprise, améliorer substantiellement le climat des affaires, rationaliser le déploiement territorial, le développement industriel et l'exploitation du foncier économique, développer les filières industrielles et les mines, valoriser la production nationale, rationaliser les importations et promouvoir les exportations, assainir la sphère commerciale, réaliser la transition énergétique, développer l'agriculture et la pêche modernes pour une meilleure sécurité alimentaire, relancer l'industrie du tourisme et de la cinématographie, développer les infrastructures d'appui aux technologies de l'information et de la communication, faire émerger une économie de la connaissance et assurer une transition numérique accélérée et, enfin, revenir à une approche économique pour lutter contre le chômage et promouvoir l'emploi. Force est de constater, que plus d'une année après l'annonce du plan d'action du gouvernement, nous ne percevons pas encore les prémices de son application. Il est vrai que la crise sanitaire est passée par là, venue aggraver la crise pétrolière qui a débuté en 2014, mais ces deux crises ne sont que les symptômes d'une crise plus profonde, plus structurelle et plus ancienne touchant à la gouvernance du pays, et donc de ses ressources humaines et naturelles.



Dès lors, pour se sortir de la crise, et susciter l'adhésion du peuple à un programme de relance économique, qui n'évitera pas de causer des difficultés à la majorité de la population, il faut d'abord réunir les conditions politiques de son application.

**Les indicateurs de l'économie communiqués par le gouvernement (chômage, inflation, croissance, consommation, etc.) ne sont pas alarmistes. Certaines institutions financières, dont le FMI et la Banque mondiale font, pour leur part, des prévisions positives (par rapport à la croissance notamment). Jusqu'où ce tableau de bord où les indicateurs sont résolument au vert peut être vrai ?**

L'année 2020 s'est terminée avec des indicateurs économiques et sociaux peu reluisants. Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI) datant d'octobre 2020, le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) réel a chuté à -5,5% (0,8% en 2019), l'inflation moyenne annuelle (IPC) a augmenté à 3,5% (2,0% en 2019), le solde du compte courant de la balance des paiements s'est creusé à -10,8% du PIB (-10,1% en 2019) et, enfin, le taux de chômage a fait un bond à 14,1% de la population active (11,4% en 2019). Les estimations communiquées à la même date par la Banque mondiale sont légèrement plus préoccupantes et celles fournies par les autorités algériennes légèrement moins préoccupantes. Les prévisions pour 2021 ne sont pas plus optimistes et ce, malgré les espoirs de reprise économique mondiale dus aux annonces de déconfinement et au début de vaccination des populations. Selon les prévisions du FMI, excepté le taux de croissance du PIB qui remontera à 3,2% (en partant de -5,5% en 2020) alors que la Banque mondiale estime le taux de croissance nécessaire à l'économie algérienne à 7% pendant plusieurs années pour qu'elle puisse effectuer son rattrapage, l'IPC augmentera à 3,8%, le solde du compte courant de la balance des paiements se creusera à -16,6% du PIB et le taux de chômage s'accroîtra à 14,3% de la population active. Ainsi, l'économie algérienne aura perdu sept ans à compter uniquement de la crise pétrolière de 2014 sans qu'elle n'ait pour autant entamé ses réformes structurelles. Avec cette situation de crise profonde qui perdure et l'épuisement des réserves de change qui s'annonce, l'Algé-

rie s'achemine tout droit à demander l'assistance du FMI.

**Comment appréciez-vous la récente décision de la Banque d'Algérie de réduire d'un point, de 3 à 2%, les réserves obligatoires ? Quels seraient les avantages escomptés et/ou les risques comportés par pareille mesure ?**

Le taux de réserves obligatoires est un instrument de politique monétaire. Pour la Banque d'Algérie, il fait partie de la panoplie d'outils qu'elle manipule, dans un sens ou dans un autre, pour maîtriser la masse monétaire et, donc, l'inflation en vue d'aider à la relance de la croissance économique. Mais, la politique monétaire en Algérie est rythmée par l'évolution des prix du pétrole brut et, par conséquent, des revenus qui en sont tirés. Dans les périodes de hausse des prix pétroliers, à l'exemple de la période 2002-2014, l'afflux de revenus en devises a gonflé la masse monétaire et fait craindre une explosion de l'inflation, ce qui a conduit la Banque d'Algérie à mener une politique monétaire restrictive par le biais de reprises de liquidités, l'augmentation des réserves obligatoires, la rémunération de la facilité de dépôt et le gel du taux de réescompte. A contrario, dans les périodes de baisse des prix pétroliers, à l'exemple de la période allant de 2014 à ce jour, la pénurie de revenus en devises a réduit la masse monétaire et, par conséquent, les crédits à l'économie, ce qui a conduit à une récession. Dans ce contexte, la Banque d'Algérie a réactivé certains instruments de politique monétaire, tels que le taux de réescompte, les opérations d'open market, la facilité de prêt marginal et la diminution des réserves obligatoires, et a ajouté même un instrument non conventionnel à la panoplie en 2017, la planche à billets, en l'occurrence. Réduire encore d'un point, de 3 à 2% le taux des réserves obligatoires afin de libérer des liquidités supplémentaires au profit des banques qui en souffrent d'un manque, sachant que ce taux était à 12% il y a seulement quelques mois et qu'il avait été déjà réduit plusieurs fois, montre que la Banque d'Algérie est en train d'épuiser ses marges de manœuvre.

**Pour équilibrer les comptes publics, creusés par les déficits, le gouvernement a annoncé, entre autres, une coupe sévère dans la factu-**

**re d'importation qui devait baisser de 10 milliards de dollars et la dévaluation progressive de la monnaie nationale de plus de 25 % à l'horizon 2023. Certains experts plaident la cause d'un taux de dévaluation plus soutenu. Comment jugez-vous l'approche ? Faut-il compter sur une reprise des cours du pétrole ? Dévaluer le dinar (dans quelle propension ?) ? Relancer l'économie (avec quels moyens) ou frapper aux portes des bailleurs de fonds internationaux ?**

Avec la baisse drastique des prix du pétrole brut depuis juin 2014, amplifiée par la pandémie de la Covid-19 depuis mars 2020, l'économie algérienne s'est révélée vulnérable, dépendante de ses hydrocarbures et mal gouvernée. En effet, c'est depuis la nationalisation des hydrocarbures en 1971 que l'Algérie n'a cessé de fonder sa politique de développement sur cette ressource naturelle, d'abord, dans les années 1970 et 1980, dans le cadre de la planification et de la stratégie des « industries industrialisantes » et, ensuite, dans les années 2000 et 2010, dans le cadre de l'ouverture commerciale et la réalisation par l'Etat de grands projets d'infrastructures de base et de programmes sociaux. Ce modèle a conduit à de nombreux et graves dysfonctionnements, à savoir : marginalisation des activités productives hors hydrocarbures, mauvaise allocation des ressources, dépendance accrue de l'extérieur, inefficience du système fiscal, développement de l'informel et généralisation de la corruption, entre autres. En outre, le violent choc qu'a subi l'économie algérienne fait que les ajustements à opérer sont considérables et que les réformes structurelles à mener doivent concerner quasiment tous les domaines. Néanmoins, les montants et les taux des ajustements ne sont pas fixes et peuvent varier en fonction de l'évolution des prix des hydrocarbures et, donc, des revenus issus de leurs exportations. A titre d'exemple, la surévaluation du dinar algérien est estimée entre 30 et 40% par les institutions financières internationales, qui se donnent ainsi une marge d'erreur de 10%. De plus, de mon point de vue, les ajustements doivent être lisés dans le temps pour éviter à la population de subir de plein fouet leurs contre-coups. Il faut signaler encore que les mesures d'urgence prises par le gouvernement telles que les augmentations d'impôts et taxes, la coupe drastique dans les importations et la dépréciation de la monnaie, entre autres, ne sont pas de nature à relancer l'économie. Elles sont destinées tout au plus à tenter de la stabiliser et à freiner l'épuisement des réserves de change. Elles doivent être accompagnées de réformes structurelles à mener dans un écosystème favorable à construire.

D'abord, il y a lieu de concevoir un programme cohérent de réformes globales, qui doit concerner, entre autres, le système monétaire, le secteur bancaire, le marché financier, le dispositif budgétaire, l'arsenal fiscal, l'entreprise publique, l'entreprise privée, le climat d'investissement et d'affaires, les transferts sociaux et la sphère informelle et un programme de réformes sectorielles relatif à l'industrie, l'agriculture, le tourisme, l'artisanat, le numérique et autres, et les exécuter de façon graduelle et pragmatique. Ensuite, dans le cadre d'une économie de marché, l'allocation des ressources est censée se faire de manière rationnelle, sans distinction entre les secteurs public et privé. Enfin, dans ce contexte, l'Etat doit jouer un double rôle, de stratège et de régulateur.

## L'AMBASSADEUR D'ALGÉRIE EN FRANCE RENCONTRE LE PRÉSIDENT DU SÉNAT FRANÇAIS

# La 5<sup>e</sup> réunion du Comité intergouvernemental de haut niveau au menu

*Outre les questions régionales, l'entretien a porté aussi sur les échéances bilatérales à venir en mettant l'accent sur la 5e session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), dont les travaux sont prévus prochainement à Alger, selon le communiqué de l'ambassade d'Algérie en France.*

**M**ohamed-Antar Daoud, l'ambassadeur reçu vendredi dernier par le président du Sénat français, Gérard Larcher, a réitéré la disponibilité de la partie algérienne à «consolider la coopération bilatérale» dans tous les domaines. Se félicitant de la qualité des relations entre les institutions parlementaires des deux pays, Antar Daoud a réitéré «la disponibilité de la partie algérienne «à consolider la coopération bilatérale dans tous les domaines, conformément à la volonté exprimée par les deux chefs d'Etat, Abdelmadjid Tebboune et Emmanuel Macron, de travailler de concert sur les dossiers d'intérêt commun, notamment économiques, les questions régionales et le dossier de la mémoire». Par ailleurs, l'entretien a été l'occasion d'aborder longuement les questions régionales. A ce titre, Larcher a fait part de sa «détermination à œuvrer pour la densification des échanges» avec le Conseil de la nation à travers, d'une part, la «tenue dans les meilleurs délais du 2e Forum de coopération parlementaire de haut niveau» et d'autre part, la mise en place d'un «nouveau mécanisme de concertation» sur les principaux enjeux de l'agenda international. Les deux responsables ont ainsi «salué» la formation d'une autorité exécutive intérimaire en Libye, marquant le



soutien de leurs pays aux efforts des Nations unies pour une réconciliation interlibyenne, en dehors de toute interférence étrangère. Concernant le Mali, les discussions ont permis de relever «la satisfaction des différentes parties» quant à la tenue le 11 février 2021 à Kidal, de la 5e réunion de

haut niveau du Comité de suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, qui a vu la participation, par visioconférence, du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. A propos des autres développements au Sahel, il a été souligné l'importance de renforcer les

mécanismes de coopération internationale en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé transfrontalier et leur connexion avec les divers trafics : drogue, armes, migration clandestine». Soulevant la question du Sahara occidental, l'ambassadeur qui a tenu à signaler la gravité de la situation dans ce territoire occupé, induite par la reprise du langage des armes entre le royaume du Maroc et le Front Polisario, a rappelé «la position constante de l'Algérie en faveur de l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément aux principes de la Charte des Nations unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale». De son côté et après avoir exprimé «ses meilleurs vœux de santé» à l'endroit du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et «plein succès dans ses missions», le président Larcher s'est «félicité de la solidité des liens de coopération existant entre les deux pays dans tous les domaines et la volonté politique affichée de part et d'autre de leur insuffler une dynamique nouvelle». Lors de cette rencontre, il a été aussi procédé à un large échange sur l'état des relations bilatérales entre les deux pays et les perspectives de renforcement de la coopération parlementaire. **R.N.**

### RÉSEAUX D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

## Raccordement de 92 000 logements AADL en 2021

L'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) prévoit pour l'année 2021 le raccordement de 92 000 unités aux réseaux d'électricité et de gaz, a affirmé hier le Directeur général de l'Agence, Tarek Belaribi. L'AADL «œuvre de manière anticipée», en coordination avec la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (Sadeg), au raccordement des logements aux réseaux d'énergie avant leur livraison, a-t-il ajouté. Lors d'une rencontre d'évaluation entre l'AADL et la Sadeg consacrée à l'examen du bilan 2020 et des perspectives de 2021, M. Belaribi a fait savoir que les deux parties examineront un programme d'action et les modalités d'encadrement avec les Directions régionales au niveau national, ajoutant que les deux entreprises visent à mettre en œuvre des travaux répondant aux attentes des souscripteurs, en prenant les précautions nécessaires avant les délais de distribution. Pour ce qui est de la remise des décisions d'affectation aux souscripteurs AADL, M. Belaribi a fait état d'une opération nationale en mars prochain, avec la programmation de la remise des décisions pour chaque projet, dont l'état d'avancement des travaux atteint 75%. Concernant le paiement des factures de loyer et autres, M. Belaribi a évo-

qué la mise en place avec le Crédit populaire algérien (CPA) du paiement électronique, précisant que le souscripteur aura le choix entre la banque et la poste. Par ailleurs, M. Belaribi a fait savoir que l'Agence examinera la proposition du projet d'unification des factures avec Sonelgaz. Pour sa part, le Président-Directeur général de la Sadeg, Mourad Ladjal, a fait état de plusieurs réunions périodiques entre les deux parties durant l'année 2020, qui a connu la distribution de plus de 62 000 logements alimentés en énergie. Il a affirmé, dans ce sens, que son entreprise s'employait à éviter au citoyen de se retrouver dans un logement sans source d'énergie, d'autant que la distribution des logements non dotés d'énergie est interdite désormais. « Il n'y aura aucun obstacle... et tous les logements AADL seront dotés d'électricité et de gaz dans les délais impartis », a-t-il ajouté. S'agissant des moyens de travail, il a assuré que les équipements sont disponibles, rappelant la mobilisation de la société dans la réalisation des programmes destinés aux zones d'ombre, aux exploitations et aux périmètres agricoles. Sur les modes de paiement, M. Ladjal a précisé qu'outre le e-paiement, mis en service depuis 2018, le paiement par poste reste toujours disponible.



### ELLE SERA PORTÉE À 5 000 DA

## La prime de scolarité revue à la hausse



Le Premier ministre a décidé de revoir les conditions et les modalités pour bénéficier d'une prime de solidarité scolaire 2021 en Algérie. Cette aide financière destinée aux catégories démunies permet de scolariser tous les enfants, sans exception, conformément à la Constitution. Le décret exécutif précisant les nouvelles modalités d'obtention de la prime et d'aides scolaires 2021, du primaire au lycée a été publié au dernier numéro du Journal officiel. Le décret exécutif signé par Abdelaziz Djerad indique que l'État accorde cette bourse pour une année scolaire. Cette aide à la scolarité au bénéfice d'élèves algériens est à demander au début de chaque année scolaire, souligne en préambule le Premier ministre. Le membre du gouvernement a notamment affirmé que toute personne reconnue indigente est en droit de bénéficier d'une aide financière. «Une prime que le gouvernement octroie aux nécessiteux, scolarisés dans les trois paliers, à savoir primaire, moyenne et secondaire», rappel-

le-t-il. Dans le détail, cette couverture financière a pour but d'aider les familles aux revenus modestes à équiper leurs enfants pour une année. Entre fournitures scolaires, manuels, vêtements et chaussures. Elle est donc destinée aux apprenants issus de familles défavorisées. Elle concerne également les élèves dont le tuteur légal dispose d'un revenu ne dépassant pas le Smic. Soit les parents ayant une rémunération inférieure à 20 000 DA. Il convient de rappeler, à cet égard, que le montant du soutien scolaire est estimé à 5 000 DA. Cette décision vise à fixer les modalités d'octroi et le suivi des conditions. Dans le but d'établir une carte nationale numérique avec le ministère de l'Intérieur pour une rigueur sans faille dans la gestion de cette nouvelle prime. C'est effectivement ce que précise le même décret du Journal officiel qui vise à donner une plus grande transparence dans l'attribution de ces aides financières pour la scolarité.



## SELON UNE ÉTUDE DE LA FONDATION FRIEDERICH EBERT

# Les lobbys pétroliers empêchent le développement du renouvelable

*La question du basculement de l'Algérie du tout fossile vers un mix énergétique, avant d'atteindre, à terme, une production de l'énergie à base du renouvelable, notamment le solaire, relève du réchauffé. Ces retards dans l'exécution des programmes liés aux énergies renouvelables (ENR) ne sont certainement pas dus à un manque de stratégie ou de financement, mais plutôt à des entraves posées par les lobbys du pétrole et du gaz.*

**S**elon une étude publiée récemment sur le site de la fondation Friederich Ebert et intitulée «Changement climatique, énergétique et environnement : L'Algérie 100% Energies renouvelables», les rédacteurs de l'étude (des anciens cadres de Sonatrach) ont commencé par rappeler que l'Algérie avait engagé un programme de développement des ENR à partir de 2003. Ledit programme lancé par la New Energy Algeria (NEAL), avec trois centrales hybrides de 300 MW chacune avait été accueilli favorablement par le GEF, à savoir le Fonds pour l'Environnement mondial géré par la Banque mondiale qui avait accordé un crédit concessionnel de 160 millions de dollars. Cependant, ajoute l'étude, «le lobby pétrolier a été suffisamment puissant pour amener le gouvernement de l'époque à refuser ce financement». Accablant davantage le lobby pétrolier, l'étude ajoute que ces projets développés par NEAL, devaient compléter le programme d'énergie solaire qui avait démarré avec l'installation de la première centrale hybride gaz naturel-solaire implantée à Hassi R'mel en juillet 2011. Sur la période 2016-2020, il était prévu, selon la même source, de réaliser quatre centrales thermiques avec stockage d'une puissance totale d'environ 1 200 MW, puis l'installation de 500 MW par an jusqu'en 2023 et 600 MW par an jusqu'en 2030. «Tout ceci a été remis en cause par le



lobby pétrolier», a-t-on déploré. Aujourd'hui, estime l'étude, que la volonté politique est favorable, il est nécessaire de s'intégrer dans un processus qui puisse attirer des investisseurs étrangers. Un processus

qui cerne les freins existants au développement des ENR, un processus qui respecte la dimension sociale. En Algérie, l'ensoleillement annuel moyen est évalué à 3 000 heures, avec une moyenne d'ensoleille-

ment de 6,57 kWh/m<sup>2</sup>/jour. Avec un territoire composé de 86% de désert saharien et par son positionnement géographique, l'Algérie possède le champ solaire le plus important au monde, constate l'étude. En s'adonnant à un jeu de comparaison entre le solaire et le gaz naturel, et tout en se basant sur les données de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (UNECA), le potentiel solaire algérien est équivalent à un volume de 37 000 milliards de mètres cubes par an, soit plus de 8 fois les réserves de gaz naturel du pays, avec pour différence supplémentaire que le potentiel solaire est renouvelable, contrairement au gaz naturel. Cette approche permettra d'illustrer la faisabilité de l'objectif 100% énergies renouvelables en 2050 en Algérie. L'objectif de 30% d'énergies renouvelables dans l'usage énergétique pour 2030 devra être respecté conformément aux engagements de l'Algérie dans l'Accord de Paris. L'étude conclut que du fait de réserves infinies et de coûts limités et concurrentiels, les renouvelables en Algérie s'imposent avec évidence, d'autant plus que l'électricité verte produite en abondance pourrait devenir un argument d'exportation. A l'échelle locale, une politique orientée vers les ENR consiste à assurer au pays un approvisionnement énergétique qui couvre tous les besoins jusqu'à l'horizon 2050.

Hafid M

### FORUM D'AFFAIRES ALGÉRO-IVOIRIEN

## « Le savoir-faire algérien » sollicité

L'agroalimentaire, l'agriculture et l'assemblage sont parmi les principaux secteurs pour renforcer le partenariat et échanges commerciaux entre l'Algérie et la Côte d'Ivoire. Ils ont été identifiés lors du Forum d'affaires B2B algéro-ivoirien organisé, hier à Alger via la visioconférence, par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (Caaid).

La Côte d'Ivoire étant le premier pays producteur de cacao dans le monde, largement destiné à l'exportation (de petites quantités transformées de manière artisanale), veut profiter de la maîtrise de l'Algérie acquise dans le domaine de la transformation agroalimentaire. Il veut également se lancer dans la production de motos et, par-là même, dans l'assemblage mécanique, et ce, en réalisant une chaîne de montage avec l'appui des Algériens. Ces motos sont pour le moment exportées vers ce pays par une société privée algérienne. Le Directeur général Caaid, Amine Boutalbi, a indiqué que

« l'Algérie vise à renforcer les échanges commerciaux avec la Côte d'Ivoire dans divers domaines ». Il a estimé que ce pays représente pour l'Algérie « la porte vers l'Afrique de l'Ouest par sa forte position au sein des 14

pays de cette région du continent ». Il a souligné que le Forum a permis de réunir près de 300 hommes d'affaires des deux pays, en plus d'environ 700 opérateurs inscrits sur la plateforme numérique B2B (business to business) ayant permis la programmation de plus de 120 rencontres entre les opérateurs économiques algériens et ivoiriens. L'ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Algérie, Voho Sahi Alphonse, a indiqué que le volume des échanges entre les deux pays était

« en-deçà » des potentiels existants. Il a considéré que son pays est un « partenaire de choix » pour l'Algérie grâce à un taux de croissance de 2%, malgré la pandémie de la Covid 19 et une monnaie (CFA) qui est en parité avec l'euro. Participant à ce forum, le premier conseiller de l'ambassadeur du Sénégal en Algérie, Mamadou Boye Ba, a affirmé « l'intérêt de son pays pour le savoir-faire de Sonatrach dans le domaine de l'exploitation des hydrocarbures ». Notre compagnie pourrait, selon lui, « aider » ce pays voisin à exploiter son pétrole à partir de 2023. Pour sa part, la représentante de l'ambassade de l'Ouganda en Algérie, Damalie Twinomugisha, a montré la disposition de son pays à tisser des liens entre les opérateurs des deux pays

dans les domaines de l'industrie et du tourisme, tout en rappelant que ce pays est un exportateur de café mais aussi de lait. Les présents ont déploré, à cette occasion, le fait que le volume des échanges commerciaux de l'Algérie avec l'Afrique n'atteint même pas les 300 millions de dollars et ne représente que 15% de ses échanges extérieurs. Un chiffre insignifiant au vu du volume des échanges inter-africains estimés à

3 000 milliards de dollars. L'objectif escompté « à l'horizon 2030 est d'atteindre 51% à travers divers secteurs tels que l'agriculture, l'industrie, la santé et les services ». Il y a lieu de rappeler que ce Forum est organisé à la suite de l'entrée en vigueur - à partir de janvier dernier - des dispositions de l'Accord de la Zone de libre-échange continental africain (Zlecaf), ratifié par les 54 sur les 55 pays africains. A cette occasion, le représentant des Douanes a rappelé le programme de démantèlement tarifaire des droits douaniers qui seront réduits de 90%. Il s'étalera sur cinq ans et la finalité est d'encourager les échanges commerciaux et surtout l'exportation des produits algériens.

Lyès Ayoub

### TRAITEMENT DES DOSSIERS DE CRÉDITS BANCAIRES

## Les délais ne doivent pas dépasser les 30 jours

Les banques publiques sont rappelées à l'ordre par le ministre des Finances qui les ordonne de ne pas trop traîner la patte lors du traitement des dossiers de crédits. Dans une note adressée aux Présidents-directeurs généraux des banques publiques, il leur a demandé d'achever le traitement des dossiers de crédit «en 30 jours maximum» à compter de l'introduction de la demande et «d'assurer la qualité de la communication et de l'information du client pour une bonne compréhension des procédures». S'agissant du délai de traitement, le ministère appelle à l'instruction du dossier de crédit à travers une vérification formelle exhaustive lors de son dépôt, «ce qui évitera un allonge-

ment injustifié du délai de traitement, le plus souvent dû au manque de documents et de pièces constructives du dossier». Ainsi, il souligne la nécessité du raccourcissement du délai de traitement des dossiers de crédit, «qui ne doit pas dépasser 30 jours, depuis l'introduction de la demande de crédit jusqu'à la notification de la décision finale de la banque». Ce délai doit être porté à la connaissance de la clientèle qui pourra s'en prévaloir, instruit le ministère. S'agissant de l'orientation et la communication de l'information, le ministère instruit les banques à l'effet de «prendre toute mesure jugée nécessaire, pour assurer une amélioration significative de ce processus, notamment en

ce qui concerne la qualité de la communication et de l'information qui doit être mise à la disposition de la clientèle, au niveau des agences et des sites internet des banques publiques». Cette information, poursuit, la même source, doit être disponible en permanence, complète et simplifiée, pour assurer une bonne compréhension des procédures et un conseil personnalisé. A ce titre, et afin d'assurer une plénitude dans la réalisation de cet objectif, le ministère appelle les banques publiques à mettre en place les procédures et les circuits d'information qui assureront un traitement «optimal» et dans les délais requis des dossiers de crédits.

R. E.

ILS SERONT RÉCEPTIONNÉS AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2021

### Trois ouvrages d'art pour «la protection» d'Ilizi



Trois ponts seront réceptionnés dans la wilaya déléguée de Djanet (Sud d'Ilizi) au deuxième trimestre de l'année en cours, dans le cadre de la protection contre les risques d'inondations, a-t-on appris vendredi de la direction des Travaux publics (DTP) de la wilaya. Lancés en 2019 et atteignant actuellement un taux d'avancement de 97%, ces ouvrages d'art ont été projetés à l'entrée principale de la ville de Djanet, et au niveau des localités de Adjahil et In-Aberber, et devront être livrés dans les deux prochains mois au plus tard, a précisé à l'APS le DTP, Naamane Soumaa. Ces ouvrages, ayant nécessité un financement de 2,3 milliards DA, ont été conçus selon des normes techniques modernes et de qualité pour faire face aux risques de crues fluviales et d'inondations et permettre des accès fluides à la RN-3, a-t-il ajouté. Réalisés sur 900 mètres de long pour 11 mètres de large chacun, ils assurent la fluidité de circulation des véhicules de différents tonnages et gabarits, notamment durant les périodes d'intempéries qui provoquent souvent des inondations, la fermeture de routes et la paralysie de la circulation, a expliqué M. Soumaa. Une fois mis en exploitation, les ouvrages en question désenclaveront les localités d'Adjahil, Ifri et In-Aberber, tout comme ils réduiront les distances entre le centre ville de Djanet et les quartiers périphériques.

### M'SILA

### 275 zones d'ombre approvisionnées en gaz propane en 2021

Un total de 275 zones d'ombre seront «approvisionnées en gaz propane en citernes» dans plusieurs communes de M'sila, ont annoncé hier les services de la wilaya. La nouvelle technique d'approvisionnement en gaz propane à travers l'installation d'une ou plusieurs citernes en fonction du nombre de foyers d'une zone d'ombre ciblée, sera réalisée à moindre coût en comparaison au raccordement au réseau de gaz naturel, a expliqué la même source. L'entreprise publique Naftal se chargera de l'installation des citernes, des équipements et l'alimentation en gaz propane, a-t-on précisé. Le mode de paiement sera prochainement arrêté en concertation avec les bénéficiaires de l'opération, a-t-on noté de même source, qui a indiqué que l'approvisionnement en gaz propane permettra aux abonnés l'utilisation des appareils de chauffages, chauffe-bains et autres. La wilaya de M'sila, rappelle-t-on, a consacré pour l'exercice 2020-2021 une enveloppe financière de plus de 600 millions de dinars pour la généralisation de l'approvisionnement en gaz propane en citernes, dont 19 ont déjà été installées et équipées dans des localités relevant de la commune de Ain El Hadjel.

## MISE À NIVEAU D'UN TRONÇON DE 201 KM AU SUD D'EL MENEVA (GHARDAIA)

# Les travaux achevés en mai prochain



**Les travaux de mise à niveau et modernisation du tronçon routier de la route nationale RN-1 sur une distance de 201 Km reliant la ville d'El Meneva à la limite territoriale de la wilaya de Tamanrasset seront achevés en mai prochain, a-t-on appris hier auprès de la direction des Travaux publics (DTP) de Ghardaïa.**

Les chantiers de ce projet, qui ont été scindés en plusieurs tranches, ont atteint actuellement un taux de réalisation estimé à 90%, et il ne reste qu'une vingtaine de kilomètres à bitumer, a indiqué le DTP, Ali Tegggar. Une fois achevée, cette route contribuera fortement à optimiser les conditions de sécurité routière et de transport entre le nord et l'extrême sud du pays, a-t-il ajouté. Le lancement de ce projet structurant, dont le coût global est estimé à plus de 3 milliards dinars, a été dicté par l'état d'épuisement et de dégradation avancé qu'a connu ce tronçon de la RN-1 reliant le nord et le sud du pays à l'effet des aléas climatiques et du trafic des poids lourds, a expliqué le responsable du secteur. La mise à niveau de cet axe important a permis de le rendre

conforme aux normes des routes nationales «sur le plan géométrique» par l'élargissement de la chaussée à 7,6 M avec des accotements de 2 X 2,5 et l'éradication de la multitude de «point noirs» sur cet axe, ayant à maintes fois été le théâtre d'accidents meurtriers, a souligné le responsable. Une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale (balise virage, bornes kilométriques, panneaux de signalisation toutes catégories) ainsi que l'aménagement des intersections importants a été engagée en parallèle et au fur et à mesure de la livraison des tronçons réalisés avec également une signalisation horizontale, a indiqué M. Tegggar. Un Tronçon d'une quinzaine de kilomètres de cette route à l'entrée sud de la ville d'El Meneva a bénéficié d'un dédoublement et d'une opération d'aménagement ainsi que la réalisation d'un rondpoint rendant l'entrée sud d'El Meneva comme un boulevard moderne bien structuré avec un éclairage public. Ce segment de route de 15 Km sous forme d'une voie express dédoublée a été mis en exploitation par les responsables des travaux publics de la wilaya déléguée d'El Meneva jeudi dernier. La modernisation et le renforcement de cet axe routier est de nature à améliorer la fluidité du trafic, la sécurité routière, en particulier au niveau de certains points noirs et réduire la durée du trajet sur l'axe routier (RN-1) très fré-

quenté entre Ghardaïa et l'extrême sud, tout en contribuant à favoriser l'essor économique et social des wilayas du sud et l'extrême sud avoisinantes. Un autre projet de mise à niveau, de modernisation et de renforcement du tronçon de la RN-51 reliant El Meneva et la limite administrative de la wilaya d'Adrar sur une distance de 136 Km est également en cours de réalisation, a également fait savoir le DTP. Les travaux de réhabilitation et de renforcement de ce tronçon ont atteint également un taux "appréciable" de réalisation et une action de renouvellement et de modernisation de la signalisation verticale et horizontale ainsi que l'aménagement des intersections importantes a été engagée en parallèle et au fur et à mesure la livraison des tronçons réalisés. Le patrimoine routier de la wilaya de Ghardaïa est constitué d'un réseau routier de 1 037 km de route nationale (sans tenir compte des 50 km de la route d'évitement de la vallée du M'Zab non encore classée), dont une cinquantaine de kilomètres dédoublées, de 292 Km de chemins de wilaya et 463 de chemins communaux, dont 258 revêtus. Le trafic enregistré à Ghardaïa sur la RN-1 vers le nord du pays est estimé à 15 000 véhicules par jour, dont 30% de poids lourds et 3 000 véhicules vers le sud du pays, dont 40% de Poids lourds, selon les statistiques de la DTP.

### PÉNÉTRANTE DJEN DJEN-EL EULMA

## Les maîtres d'œuvre mis en demeure

L'Algérienne des autoroutes (ADA) a adressé des mises en demeure au collectif des maîtres d'œuvre en charge du projet de réalisation de la pénétrante autoroutière Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif), en raison du retard accusé dans la cadence de réalisation des travaux, a indiqué jeudi le ministre des Travaux publics, Farouk Chiali. Répondant à la question d'un sénateur sur le projet de la pénétrante autoroutière Djen Djen-El Eulma qui avait démarré en 2014, lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, M. Chiali a reconnu que «le projet en question accuse effectivement un retard, dépassant de loin les délais de réception fixés dans le contrat (72 mois)», soulignant que «face à la lenteur enregistrée dans le rythme de réalisation, l'ADA a adressé, en sa qualité de chef de projet, des mises en demeure au collectif des maîtres d'œuvre». Le ministre a ajouté que ces maîtres d'œuvre se sont engagés à rattraper le retard accusé et à garantir les moyens matériels et humains nécessaires pour la réalisation dudit projet, soulignant que le collectif des maîtres d'œuvre s'engage à mettre en place un plan opérationnel pour doter le chantier en moyens matériels et humains nécessaires, adaptés à un projet d'une telle envergure. M.

Chiali a déclaré que le taux d'avancement des travaux de la pénétrante de l'autoroute Djen Djen (Jijel)-El Eulma (Sétif) avait atteint 42,5%, soulignant que le taux d'avancement du forage du tunnel de 3 695 mètres de long a progressé de 64%. Parmi les raisons qui ont exacerbé le retard du projet, M. Chiali a souligné le relief accidenté de la région et un glissement de terrain (qui nécessite des études et des solutions coûteuses), le croisement du tracé de la route et du canal de déviation du barrage de Tabellout (Jijel) en plusieurs points, en plus de la crise sanitaire mondiale (Covid-19). M. Chiali a souligné l'importance économique et sociale de ce projet de 110 kilomètres de long, qui concerne trois wilayas, à savoir Jijel avec un tronçon de 45 kilomètres, Mila sur un tronçon de 15 kilomètres et Sétif sur 50 kilomètres. Pour rappel, ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'orientation des routes et autoroutes 2005-2025, a été confié à la société italienne Rizzani et à l'entreprise algérienne SAPTA, et un contrat a été signé avec une société de sous-traitance turque et un bureau d'étude algéro-français qui a été chargé de suivre l'avancement des travaux et leur conformité aux normes internationales.



## IMPACT CLIMATIQUE DES FERMES SOLAIRES DANS LE DÉSERT

# Le Sahara sera «très vert» et l'Amazonie «à sec»

**Une ferme solaire géante dans le Sahara pourrait répondre «à quatre fois la demande énergétique mondiale actuelle» et «transformer» simultanément l'un des environnements les plus hostiles de la Terre en une «oasis habitable». Un scénario (presque) parfait «modélisé» par une équipe de chercheurs à la Lund University et du Centre de recherche sur le climat de Stockholm, en Suède.**

**S**ous l'intitulé de «Impacts of large-scale Sahara solar farms on global climate and vegetation cover», l'étude, publiée fin janvier par la très prestigieuse revue *Geophysical Research Letters*, simule les effets locaux et globaux probable sur l'environnement et le climat.

Les déserts les plus hostiles du monde, souligne l'étude, pourraient être les «meilleurs endroits sur Terre pour récolter l'énergie solaire - la source d'énergie la plus abondante et la plus propre dont nous disposons». Les déserts sont «spacieux, relativement plats, riches en silicium - la matière première des semi-conducteurs à partir desquels sont fabriquées les cellules solaires - et ne manquent jamais de lumière solaire».

Les dix plus grandes centrales solaires du monde sont toutes situées, rappellent les chercheurs, dans des «déserts ou des régions sèches». Et des plans ont été élaborés, actuellement, pour des projets en Tunisie et au Maroc qui permettraient de fournir de l'électricité à des «millions de foyers en Europe.» Ça c'est sans compter sur les «surfaces noires» des panneaux solaires qui absorbent la majeure partie de la lumière du soleil qui leur parvient. «Une fraction, environ 15 %, de cette énergie entrante est convertie en électricité. Le reste est restitué à l'environnement sous forme de chaleur».

Les panneaux, beaucoup plus sombres que le sol qu'ils recouvrent, de sorte qu'une «vaste étendue de cellules solaires absorbera beaucoup d'énergie supplémentaire et l'émettra sous forme de chaleur, ce qui affectera le climat». Si ces effets n'étaient que locaux, relève l'étude, ils n'auraient peut-être pas d'importance dans un «désert aride et peu peuplé». Mais les installations nécessaires pour réduire la demande mondiale d'énergie fossile seraient de «grande envergure et couvrant des milliers de kilomètres carrés». La chaleur réémise d'une zone de cette taille sera redistribuée par le flux d'air dans l'atmosphère, ce qui aura des effets régionaux et même mondiaux sur le climat.



### 20 % DE SOLAIRE RÉCHAUFFE LE DÉSERT DE 1,5 °C.

Le modèle, mis en place par les géophysiciens de la Lund University, a révélé que lorsque la taille de la ferme solaire atteint 20 % de la surface totale du Sahara, elle déclenche ce qu'il désigne par une «boucle de rétroaction». La chaleur émise par les panneaux solaires plus sombres (par rapport au sol désertique hautement réfléchissant) crée une forte différence de température entre la terre et les océans environnants qui, en fin de compte, fait baisser la pression de l'air en surface et fait monter l'air humide et le condense en gouttes de pluie.

«Avec plus de pluies de mousson, les plantes poussent et le désert réfléchit moins l'énergie du soleil, car la végétation absorbe mieux la lumière que le sable et le sol. La présence d'un plus grand nombre de plantes entraîne une plus grande évaporation de l'eau, créant ainsi un environnement plus humide qui favorise la propagation de la végétation». Ce scénario n'est cependant

pas aussi «fantaisiste» qu'il ne le paraît. Car il existe des études qui suggèrent qu'une «boucle de rétroaction similaire a maintenu une grande partie du Sahara vert pendant la période humide africaine, qui s'est terminée il y a seulement 5 000 ans». D'après le modèle mis en place, la couverture de 20 % du Sahara par des fermes solaires augmenterait les températures locales dans le désert de 1,5 °C. Avec une couverture de 50 %, l'augmentation est de 2,5 °C. «Ce réchauffement est finalement réparti sur toute la planète par les mouvements de l'atmosphère et des océans, ce qui augmente la température moyenne de la planète de 0,16 °C pour une couverture de 20 %, et de 0,39 °C pour une couverture de 50 %». Le changement de la température mondiale ne sera cependant pas uniforme : les régions polaires «se réchaufferaient davantage que les tropiques, ce qui augmenterait la perte de glace de mer dans l'Arctique. Cela pourrait accélérer encore le réchauffement, car la fonte de la glace de mer expose l'eau sombre qui absorbe beaucoup plus d'énergie solaire».

Cette nouvelle source de chaleur massive dans le Sahara «réorganise» la circulation de l'air et des océans à l'échelle planétaire, ce qui affecte le régime des précipitations dans le monde entier, conclut l'étude. «L'étroite bande de fortes précipitations dans les tropiques, qui représente plus de 30 % des précipitations mondiales et qui alimente les forêts tropicales humides de l'Amazonie et du bassin du Congo, se déplace vers le nord dans nos simulations.

Pour la région amazonienne, cela provoque des sécheresses car moins d'humidité arrive de l'océan. L'Amazonie perd à peu près la même quantité de précipitations supplémentaires que celle qui tombe sur le Sahara en raison des effets d'assombriement de la surface des panneaux solaires. Le modèle prédit également des cyclones tropicaux plus fréquents qui frappent les côtes d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est».

M. Az.

## ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

# Les Etats-Unis officiellement de retour

Les Etats-Unis sont officiellement revenus vendredi dans l'accord de Paris, au moment où l'administration du président Joe Biden s'est engagée à faire de la lutte contre le changement climatique une haute priorité. Près de quatre ans après l'annonce par Donald Trump du retrait des Etats-Unis, ce retour de la première économie du monde, deuxième plus grosse émettrice de CO<sub>2</sub>, signifie que la quasi totalité des nations de la planète sont aujourd'hui parties prenantes de l'accord signé en 2015. Entré en fonctions le 20 janvier, Joe Biden avait décidé immédiatement de ce retour. «Nous ne pouvons plus repousser ou faire le strict minimum pour répondre au changement climatique», a insisté vendredi M. Biden à la Maison Blanche, lors de son premier grand discours de politique étrangère à la Conférence sur la sécurité de Munich. «Il s'agit d'une crise existentielle mondiale. Et nous en subissons tous les conséquences», a-t-il ajouté. Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a aussi assuré dans un communiqué que «le changement climatique et la diplomatie par la science» ne pouvaient plus «jamais être des ajouts optionnels» dans les discussions de politique étrangère. «Répondre aux menaces réelles du changement climatique et écouter nos scientifiques est au cœur de nos priorités intérieures et étrangères. C'est (un aspect) vital dans nos discussions sur la sécurité nationale, les migrations, les mesures sanitaires internationales, et dans notre diplomatie économique et nos négociations commerciales», a également indi-



qué le secrétaire d'Etat. Faisant l'éloge de l'accord de Paris, négocié par l'ancien président Barack Obama, il a en outre assuré que la diplomatie climatique qui s'annonçait serait cruciale. L'ancien secrétaire d'Etat et ex-candidat à la Maison Blanche John Kerry, désormais émissaire des Etats-Unis pour le climat, a de son côté lancé un appel aux Etats de la planète pour qu'ils rejoignent à la hausse leurs ambitions climatiques lors du sommet de l'ONU de Glasgow (Ecosse), qui aura lieu en novembre.

### «PERDU QUATRE ANS»

«Je pense que nous devons cesser d'utiliser les mots 'changement climatique', et admettre qu'il s'agit dorénavant d'une crise climatique», a déclaré M. Kerry, s'exprimant lors d'un événement virtuel de l'ONU pour marquer le retour des Etats-Unis dans l'accord.»

Nous rejoignons les efforts climatiques internationaux avec humilité, en sachant que nous avons perdu quatre ans lors desquels l'Amérique n'était plus à la table» des négociations, a-t-il

ajouté. «Mais aussi avec ambition, sachant que (l'accord de) Paris seul ne fera pas ce que la science nous dit qu'il faut faire.» Avant Glasgow, Joe Biden a prévu de tenir un autre sommet sur le climat, le 22 avril, pour coïncider avec la Journée de la Terre. Le président américain s'est engagé à ramener à zéro les niveaux de pollution dans le secteur énergétique américain d'ici 2035, et que l'économie américaine atteigne une neutralité carbone d'ici 2050. Son prédécesseur, Donald Trump, allié de l'industrie des énergies fossiles, était d'avis que l'accord de Paris était injuste envers les Etats-Unis. Mais les ambitions de l'accord sont principalement non-contraignantes, chaque pays élaborant ses propres mesures. Un point sur lequel avaient insisté Barack Obama et John Kerry lors de la signature en 2015, soucieux de l'opposition politique aux Etats-Unis. L'accord de Paris a pour objectif de limiter la montée des températures de la planète à deux degrés Celsius par rapport aux niveaux antérieurs à la révolution industrielle, et de poursuivre les efforts pour limiter cette montée à 1,5 degré. L'élan politique actuel va dans le sens d'une plus grande ambition environnementale, au moment où les conséquences du changement climatique se font de plus en plus visibles. Une étude récente affirme que 480.000 personnes sont déjà mortes lors de ce siècle en raison de catastrophes naturelles liées à des phénomènes climatiques extrêmes.

AFP



## LA POLICE TIRE SUR DES MANIFESTANTS EN BIRMANIE

# Au moins cinq blessés

**La police birmane a tiré hier à Mandalay (centre) sur des manifestants anti-junte faisant au moins cinq blessés, au lendemain du décès d'une jeune épicière de 20 ans, première victime de la répression militaire. Plusieurs centaines de policiers sont intervenus sur un chantier naval de la deuxième ville du pays, faisant craindre des arrestations d'employés mobilisés contre le coup d'Etat.**

**D**es manifestants ont alors tapé sur des casseroles pour tenter d'empêcher les interpellations, mais la police a tiré, selon un journaliste de l'AFP présent sur les lieux. «Au moins cinq personnes ont été blessées», a ajouté cette source qui n'a pu préciser si les tirs avaient été effectués à balles réelles ou avec des munitions en caoutchouc. Des lance-pierres ont aussi été utilisés par la police, d'après des images de l'AFP. La junte au pouvoir depuis le coup d'Etat du 1er février ne cesse d'accroître la pression sur le mouvement pro-démocratie. Malgré cela, plusieurs milliers de contestataires, dont des représentants des nombreuses minorités ethniques en costume traditionnel, sont de nouveau descendus samedi dans les rues de Rangoun, la capitale économique.

Ils réclament le retour du gouvernement civil, la libération des détenus et l'abolition de la Constitution très favorable aux militaires. Près de la célèbre pagode Shwedagon, dans le centre-ville, une couronne mortuaire a été déposée en hommage à Mya Thwate Thwate Khaing, décédée vendredi. «La balle qui l'a transpercée a touché toutes nos têtes», a déclaré un contestataire. «Tu es notre martyr», a écrit un autre, en déposant une rose au pied de son portrait.

La jeune fille a été ciblée à la tête par un tir à balles réelles, selon des médecins. Les autorités affirment, elles, que seuls des projectiles en caoutchouc ont été utilisés ce jour-là par les forces de l'ordre. Un service funéraire doit avoir lieu aujourd'hui. Près de trois semaines après le putsch qui a renversé le gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi et mis fin à une fragile transition démocratique de 10 ans, le concert de protestations internationales et l'annonce de nouvelles sanctions n'infléchissent pas



les généraux. Les connexions internet ont été quasiment coupées pour la sixième nuit consécutive, avant d'être restaurées dans la matinée.

### DES CENTAINES D'ARRESTATIONS

Les interpellations se poursuivent avec près de 550 personnes arrêtées en moins de trois semaines (responsables politiques, fonctionnaires grévistes, moines, activistes...), d'après une ONG d'assistance aux prisonniers politiques. Seules une quarantaine ont été relâchées. Les manifestations ont rassemblé ces deux dernières semaines des centaines de milliers de Birmans à travers tout le pays, un vent de fronde inédit depuis "la révolution de safran" en 2007, réprimée dans le sang par l'armée. De nombreux incidents ont été rapportés ces derniers jours, avec plusieurs blessés. A Myitkyina, dans le nord, de petits groupes de contestataires ont été dispersés vendredi par la police et des

militaires armés de matraques. Une enseignante, qui était sur place et se cache désormais par crainte d'être arrêtée, a déclaré à l'AFP avoir assisté à des dizaines d'interpellations. La junte a pour sa part fait état du décès en début de semaine d'un policier. La peur des représailles est très forte en Birmanie qui a déjà vécu sous le joug des militaires pendant plus de 50 ans depuis son indépendance en 1948. Malgré cela, parallèlement aux rassemblements, les appels à la désobéissance civile se poursuivent avec des médecins, enseignants, contrôleurs aériens et cheminots toujours en grève.

A Monywa (centre), un soldat a fait le salut à trois doigts, en geste de résistance, avant de rejoindre une manifestation, d'après des images diffusées sur les réseaux sociaux. Des hommes l'ont fait boire et il a participé au rassemblement sous l'emprise de la boisson, a assuré le journal Global New Light Of Myanmar, qui appartient à l'Etat, ajoutant que le militai-

re allait être poursuivi. Le soldat a lui-même assuré dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux avoir été ivre à ce moment-là.

### NOUVELLES SANCTIONS ?

La crise reste au cœur de l'agenda international. Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne se réuniront lundi pour discuter d'éventuelles mesures contre l'armée. «Sanctionner certains chefs militaires est symboliquement important, mais n'aura pas d'impact significatif», a averti l'ONG Burma Campaign UK.

«Il est peu probable qu'ils aient des avoies à geler dans l'Union européenne, et une interdiction de visa n'équivaut à rien de plus qu'à une interdiction de vacances», a-t-elle ajouté, plaidant pour des mesures coercitives élargies aux puissants conglomérats contrôlés par les militaires.

A ce jour, les Etats-Unis, qui ont condamné "toute violence envers le peuple de Birmanie", n'ont annoncé que des sanctions ciblées contre certains généraux tout comme le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale, et le Canada. Pékin et Moscou, alliés traditionnels de l'armée birmane aux Nations Unies, considèrent la crise comme «une affaire intérieure» au pays. Aung San Suu Kyi, 75 ans, tenue au secret depuis son arrestation, est inculpée pour des motifs non politiques, accusée d'avoir importé «illégalement» des talkie-walkies et d'avoir violé une loi sur la gestion des catastrophes naturelles.

Les militaires ont justifié leur coup d'Etat par des allégations de fraudes massives aux élections de novembre, largement remportées par le parti de la paix Nobel de la paix 1991.

R. I./Agences

## RAIDS RUSSES EN SYRIE

# 21 terroristes de l'EI tués

Au moins 21 terroristes du groupe Etat islamique (EI) ont péri dans plusieurs raids menés par l'aviation russe dans plusieurs régions en Syrie, a indiqué samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). L'ONG a fait état de 21 terroristes tués dans «au moins 130 frappes aériennes (...) menées au cours des dernières 24 heures par l'aviation russe et ciblant l'organisation Etat islamique». Les frappes ont été menées «dans une zone à cheval sur les provinces d'Alep, Hama et Raqa» dans le nord de la Syrie, mais aussi «dans le désert de Homs (centre) et Deir Ezzor (est)». Les raids, qui se sont poursuivis hier matin, font suite à une série d'attaques menées vendredi par l'EI contre les forces du régime et ses alliés, ayant tué au moins huit membres d'une milice pro-Damas, selon l'OSDH. Malgré sa mise en déroute avec la chute de son «califat» en mars 2019, l'EI mène toujours des attaques meur-



trières en Syrie, notamment dans le désert de la Badiya, qui s'étend de la province centrale de Homs jusqu'à celle de Deir Ezzor, à la frontière avec l'Irak. Des combats de plus en plus réguliers ont eu lieu ces derniers mois dans cette vaste zone entre les terroristes et les forces du régime, appuyées par ses alliés. Depuis mars 2019, plus de 1.300 combattants du régime ont été tués dans ces affrontements, ainsi que 145 membres de milices pro-Iran, contre plus de 750 «djihadistes» de l'EI,

selon l'OSDH. Déclenchée en mars 2011, la guerre en Syrie a fait plus de 387.000 morts et déplacé des millions de personnes. Elle s'est complexifiée au fil des ans, avec l'intervention de plusieurs puissances étrangères et la montée en puissance de groupes djihadistes. La Russie soutient les forces gouvernementales syriennes depuis 2015, et grâce à cet appui crucial, Bachar al-Assad a pu reprendre une grande partie du territoire qu'il avait perdu au début du conflit.

### 2<sup>e</sup> TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE AU NIGER

## Fermeture des frontières pour 48 heures

Les frontières nationales (terrestres, aériennes et fluviales) du Niger sont fermées depuis hier jusqu'à aujourd'hui à minuit, à l'occasion du second tour de l'élection présidentielle prévu aujourd'hui dans ce pays, selon un communiqué du ministère nigérien de l'Intérieur et de la Sécurité, rendu public à Niamey. Toutefois, il est fait exception pour «les vols cargo, les vols sanitaires, les vols militaires et les transports des marchandises par voie terrestres», précise le communiqué. Pour rappel, quelques 7,4 millions de Nigériens sont appelés aux urnes aujourd'hui pour le second tour de la présidentielle, en vue de choisir entre le candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-TARAYYA, au pouvoir) Bazoum Mohamed, et Mahamane Ousmane du Renouveau démocratique et républicain (RDR Tchanji, opposition), le successeur du président sortant Mahamadou Issoufou en fin de mandat. Lancée le 31 janvier dernier, la campagne électorale s'est achevée vendredi à minuit, l'avant-veille du scrutin, conformément au code électoral nigérien.

### PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT MALIEN

## Élections «dans les délais» et dialogue avec les «djihadistes»

Le Premier ministre malien Moctar Ouane a assuré vendredi, en dévoilant son «plan d'action», que le gouvernement de transition qu'il dirige organiserait bien des élections l'an prochain et a réitéré sa volonté de dialoguer avec les groupes terroristes malgré les réticences de Paris. «Tous les moyens seront mis en œuvre pour organiser, dans les délais convenus, des élections libres et transparentes», a affirmé le Premier ministre en présentant son programme devant le Conseil national de la Transition (CNT) qui fait office de Parlement. Sous la pression internationale, les militaires qui ont renversé le 18 août 2020 le président Ibrahim Boubacar Keïta ont mis en place des organes de transition (présidence, Premier ministre et gouvernement, organe législatif) et se sont engagés à rendre sous 18 mois, soit début 2022, le pouvoir à des dirigeants civils élus. Mais l'emprise que les militaires exercent sur cette transition, ainsi que l'ampleur de la tâche, ont suscité des interrogations sur le respect de cette échéance. La première priorité du gouvernement reste toutefois le «renforcement de la sécurité», qui passera notamment par une «relecture» de l'accord de paix de 2015 entre le gouvernement et les ex-rebelles indépendantistes du Nord du pays, a dit le Premier ministre.



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE MEDEA
Service de l'Administration et des Moyens: Bureau des marchés, contentions et l'arbitrage
NIF 0901 2001 9 0002 08

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n°: 03 /DTP/2021

La Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Médéa, lance un Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour : Dans le cadre du programme entretien CC année 2021
Lot 01 : Entretien du chemin communal reliant CNDI et Ouled Naamraf sur 07 km
Lot02: Entretien du chemin communal reliant GW 18 à la fraction ouled chra sur 4,3 Km
Lot03: Entretien du chemin communal Zbars sur 07 km
Lot04: Traitement du gisement PW36+100 sur chemin communal El A LLALMA
Lot05: Entretien du chemin communal reliant GW18 et la fraction Khabla sur 06 km
Lot06: entretien du chemin communal reliant mna et caneg sur 08 km (zone tranquie)
Lot07: Entretien du chemin communal reliant les fractions Bahgout et Ahi Echasta en passant par l'école Bougarbal Tania sur 8,8 km
Lot08: Entretien du chemin communal Aouerna, Zalegite et Elatssoua sur 06 km
Lot09: Réhabilitation de l'habitat rural yagot sur le chemin communal reliant RN18 - ouled mersoune - GW 84
Lot10: Réhabilitation des CC de la localité El Zaroua des fractions El Guadaa , El Hamra , Ben Hnia , Kaab ,Gourea et Adad sur 8 Dura
Lot11: Réhabilitation de chemin communal reliant: GW 02 et ElWazli en passant par Elsoua sur 6 km

CONDITIONS D'ELIGIBILITE

Né peuvent participer au présent avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales que les entreprises, qui satisfont les conditions d'éligibilité suivantes:

Pour les lots 01-02-03-04-07-08 et 11 :

- Avoir un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie Cinq (05) et plus « activité principale en travaux publics » à jour en cas d'un groupement d'entreprise avec un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie Cinq (05) et plus pour le chef de file et catégorie 04 pour les autres membres.

- Avoir réalisé au moins un projet similaire sur 05 lots (RN, Grands pontons) (Entretien et réhabilitation CWCCCN) justifié par des attestations de bon déroulement à partir de 2014

- Avoir un chiffre d'affaires moyen des trois dernières années 2017/2018/2019 > 30 000 000,00 DA justifié par CDR

- Avoir un pourcentage d'attente par rapport aux données de la BOMOP de plus de 100 km de site de projet de chemin le plus court, en cas de groupement il s'agit de la somme de groupement, rempli cette condition

Pour les lots 06 :

- Avoir un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie Cinq (05) et plus « activité principale en travaux publics » à jour en cas d'un groupement d'entreprise avec un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie Cinq (05) et plus pour le chef de file et catégorie 04 pour les autres membres.

- Avoir réalisé au moins un projet similaire (Entretien et réhabilitation CWCCCN) justifié par des attestations de bon déroulement à partir de 2014

- Avoir un chiffre d'affaires moyen des trois dernières années 2017/2018/2019 > 18 000 000,00 DA justifié par CDR

Pour les lots 05-10 :

- Avoir un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie quatre (04) et plus « activité principale en travaux publics » à jour en cas d'un groupement d'entreprise avec un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie quatre (04) et plus pour le chef de file et catégorie 03 pour les autres membres.

- Avoir réalisé au moins un projet similaire (Entretien et réhabilitation CWCCCN) justifié par des attestations de bon déroulement à partir de 2014

- Avoir un chiffre d'affaires moyen des trois dernières années 2017/2018/2019 > 24 000 000,00 DA justifié par CDR

Pour les lots 09 :

- Avoir un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie Cinq (05) et plus « activité principale en travaux publics » à jour en cas d'un groupement d'entreprise avec un Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie Cinq (05) et plus pour le chef de file et catégorie 04 pour les autres membres.

- Avoir réalisé au moins un projet similaire (Entretien et réhabilitation CWCCCN) justifié par des attestations de bon déroulement à partir de 2014

- Avoir un chiffre d'affaires moyen des trois dernières années 2017/2018/2019 > 18 000 000,00 DA justifié par CDR

- Le dossier d'appel d'offres doit être composé de 03 enveloppes séparées, l'une portant le montant idéal de candidature ; « offre technique » et l'autre « offre financière »

Les données de candidature sont :

- Une déclaration de candidature (Les documents justificatifs les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'adversaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de 05 (05) jours compter de la date de la séance, et, en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire de marché conformément à l'article 69 du décret présidentiel n° 15247)

- Extrait de l'acte original ou copie en cours de validité après vérification

- Registre de commerce approuvé par le CNRC

- Attestation de dépôt des comptes sociaux, année 2019 pour les personnes morale (sociétés)

- Le numéro d'identification fiscale (NIF)

- Une déclaration de profit

- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise

- Statut de l'entreprise (régularité par le notaire)

- Procédure d'accord en cas de groupement

- Capacités professionnelles

- Certificat de qualification et classification professionnelle en activité principale dans le domaine des Travaux Publics, catégorie cinq (05) et plus

- Capacités techniques - Références professionnelles de l'entreprise, à partir de l'année 2014 appuyée par des attestations de bon déroulement par un maître d'ouvrage

- Les matériels matériels : Liste du matériel, appuyée sur des copies prises au nom du propriétaire, attestées en cours de validité pour le matériel loué et l'acte de location, fait à par votre pour le matériel (concerné à terme) pour l'adversaire de marché « PV d'achat et facture de l'année en cours, pour le matériel non loué. Quant à ceux de votre être loués par PV d'achat, justifié de l'année en cours ou facture plus une permission d'exploitation

- Les données financières : Justifier par : Mise à jour CNRS - CASNOS - DANIRIATH originale ou copie en cours de validité ; Les certificats et qualifications des personnels clés qui dirigent le projet (obligatoire l'affiliation en cours de validité pour les cadres + attestation de l'existence)

- Capacités financières Les bilans financiers de l'entreprise des trois (03) dernières années (2017-2018-2019) dûment approuvés (Service des impôts, audit ou validés par un commissaire aux comptes) justifié par CDR

- La planification de réalisation avec le délai agréé, rempli et coché

- Une déclaration de sous-traitant (en cas de sous-traitance) ;

2- Offre technique

- Une cotation à soumission

- Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justifiant et tout autre document exigé

- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « je l'ai accepté »

3- Offre financière

- La lettre de soumission

- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

- Le détail quantitatif et estimatif (DQE)

Le cahier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique », « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une seule enveloppe cachetée et anonyme comportant le montant

Direction des travaux publics

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales n° : 03 /DTP/2021

Pour le projet .....

à nourrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

Toutes les offres doivent être déposées le dernier jour du délai de dépôt des offres défini ci-dessus (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel des marchés de l'administration publique (BOMOP) ni le presse ou le portail des marchés publics, et à ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant et cela à 12H00 au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de MEDEA - Service de l'Administration et des Moyens, case à Nououara Pôle Urbain quartier ar-Ras - MEDEA-

- L'ouverture, en séance publique, des plis des dossiers de candidatures, des offres techniques et financières, intervient, pendant la même séance en présence des soumissionnaires ou ses représentants au siège de la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de MEDEA - Service de l'Administration et des Moyens, case à Nououara Pôle Urbain quartier ar-Ras - MEDEA, dans le dernier jour du délai de dépôt à 14h00

Les soumissionnaires s'engagent par leurs offres à la durée égale 105 jours « (1) jours de délai de préparation des offres = 03 mois )

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'AIN-DEFLA

DIRECTION DE L'EDUCATION

RUE DU 24 FEVRIER AIN DEFLA

N.I.F :099044019079508

AVIS D'ANNULATION D'UNE ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

La direction de l'Education de Ain Defla, Porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 11/2020 portant objet : Renouvellement des équipements scolaires pour le cycle secondaire, que l'avis d'attribution provisoire du marché publié dans le BOMOP et dans les quotidiens nationaux (Dz ليكيب) en langue nationale en date du 18/11/2020 et (CRESUS) en langue étrangère en date du 19/11/2020 relatif au Lot N° 02-Renouvellement Equipement administration) Attribué à " SARL LEQUIPE FRERE MECHERI" pour un montant net de : 3 163 020,00 DA/TTC avec un délai d'exécution de 03 jour ,est annulé pour le motif suivant : Rejet de la Commission des Marchés Publics de la wilaya lors de sa séance du 09/02/2021, L'attribution des autres lots reste sans changement.

CRÉBUS # 570 DU DIMANCHE 21 FÉVRIER 2021- ANEP 2116003259



Votre quotidien chaque jour chez votre buraliste



## NOUVEAU DRAME AU MOSTALAND DE MOSTAGANEM

**14 blessés dans un accident de manège**

*Ce parc de loisirs inauguré en 2017 ne cesse de faire parler de lui. En l'espace de trois ans, deux incidents graves y ont été enregistrés.*

**14** personnes ont été blessées à différents degrés suite à un accident de manège survenu au parc d'attraction et de loisirs Mostaland à Mostaganem, selon la sûreté de wilaya, (10 selon la Direction de wilaya de la Protection civile). «Les unités de la Protection civile sont intervenues vendredi vers 19h00 pour l'évacuation de 10 victimes blessées à différents degrés suite à un accident de manège survenu au parc d'attraction et de loisirs Mostaland», a indiqué la Protection civile dans un communiqué. Après avoir prodigué les premiers soins aux blessés, les éléments de la Protection civile ont évacué les victimes vers les urgences médicales à l'hôpital Ernesto Che Guevara, précise la même source. Suite à cet incident, le wali de Mostaganem, Aissa Boulahia, a décidé de dépêcher une commission technique pour un rapport sur l'accident, a souligné un communiqué des services de la wilaya. Selon la même source, Boulahia a décidé également la fermeture à titre conservatoire de cette attraction jusqu'à sa révision technique et sécuritaire. Pour leur part, les services de la Sûreté de la wilaya de Mostaganem ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de cet incident. L'enquête préliminaire des services de la Sûreté de wilaya de Mostaganem a conclu que la chute de l'attraction de la « balançoire géante », survenue vendredi soir dans un des espaces du parc de loisirs « Mostaland », est due à une défaillance mécanique, a-t-on appris hier de ce corps de sécurité. Un communiqué de la Sûreté de wilaya, dont une copie a été remise à l'APS, a indiqué que des éléments de la police judiciaire et de la police scientifique se sont rendus sur les lieux de l'accident où l'enquête et le constat préliminaires ont fait ressortir que la balançoire



géante est tombée d'une hauteur de quelques mètres en raison d'une défaillance dans l'équilibre des câbles de levage de cette attraction. Selon le même communiqué, les services de la police ont enregistré 14 blessés à différents degrés de gravité, que les ambulances des services de la Protection civile ont transférés à l'hôpital "Ernesto Che Guevara" soulignant que les blessés ont reçu les soins nécessaires et quitté vendredi soir le service des urgences médico-chirurgicales, à l'exception d'une seule personne qui a été gardée

à l'hôpital jusqu'à hier. L'enquête ouverte au niveau de la 8e Sûreté urbaine, territorialement compétente, se poursuit, a-t-on fait savoir.

En 2018, un drame a secoué ce parc des loisirs lorsqu'un tigre en captivité a arraché le bras à une fillette qui s'est trop rapprochée de la cage, a suscité moult questions au sujet de la sécurité des visiteurs fréquentant en grand nombre ce complexe touristique situé dans la wilaya de Mostaganem. La directrice de l'entreprise de gestion du parc, Samia Benmehal, a assuré que

le zoo et les autres sites d'attraction «présentent toutes les conditions de sécurité aussi bien pour les visiteurs que pour les animaux qui y sont exposés». Selon la responsable, le parc zoologique dispose d'une cinquantaine de cages aux grillages renforcés pour abriter les animaux et mettre hors de danger les visiteurs, dont le nombre dépasse quotidiennement les 6 000 personnes. En plus de ce dispositif, a-t-elle poursuivi, des obstacles sécuritaires artificiels ont été mis en place ainsi que des panneaux mettant en garde les visiteurs contre les dangers qu'ils encourent en s'approchant des animaux sauvages comme les tigres, les lions, les hyènes, les loups et les crocodiles, qui représentent l'une des plus importantes attractions du parc. Quinze agents de sécurité permanents et dix autres saisonniers veillent également au contrôle des véhicules ainsi qu'à la sécurité des visiteurs et de leurs biens au sein du site. A ceci, s'ajoutent les équipes médicales et vétérinaires qui veillent sur la santé des animaux. Des moyens de télécommunications et des caméras de surveillance ont été mis en place pour parer à toute éventualité et permettre aux équipes de sécurité d'intervenir rapidement en cas de nécessité. Pour renforcer davantage la sécurité au sein du site, il est prévu, dans les prochains mois, de créer un poste de police qui travaillera en coordination avec les 7e et 8e Sûretés urbaines proches de Mostaland, chargées de sécuriser les routes et les voies d'accès au parc, a encore ajouté la responsable. Le parc des loisirs Mostaland, qui s'étend sur 57 hectares dont 32 ha abritant le parc zoologique, est situé dans le quartier de Kherrouba, à l'est de la ville de Mostaganem et près de la façade maritime Sidi El Majdoub, donnant sur la baie d'Arzew.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

**12 morts et 420 blessés en 48 heures**

Douze personnes ont trouvé la mort et 420 autres sont blessées dans des accidents de la route survenus durant la période du 18 au 20 février en cours à travers plusieurs wilayas du pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Les éléments de la Protection civile ont

effectué 374 interventions durant cette période, suite à plusieurs accidents de la circulation à travers plusieurs wilayas, causant le décès de 12 personnes et des blessures à 420 autres", ajoute le communiqué, affirmant que les victimes ont été prises en charge sur les lieux, puis évacuées vers les structures sanitaires. En

outre, la Protection civile a déploré le décès d'un nourrisson de 9 mois et sept autres personnes blessées dans une explosion de gaz de ville survenue durant la même période dans une habitation à Batna, poursuit la même source, ajoutant que six incendies urbains et divers ont été circonscrits et leur propagation a été stoppée à travers les wilayas de Khenchela, Tissemsilt, Tamanrasset, Tizi Ouzou et M'sila. Ainsi l'intervention de la Protection civile durant ces dernières 48 heures a permis de « prodiguer des soins de premières urgences à 27 personnes incommodées par le monoxyde de carbone CO émanant des

appareils de chauffage et chauffe-bain à l'intérieur de leurs domiciles à travers les wilayas d'Alger, Médéa, Sidi Bel-Abbès, Djelfa, Oum El Bouaghi, El Bayadh et Tlemcen» souligne le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué durant les dernières 48 heures, 97 opérations de sensibilisation à travers 16 wilayas (62 communes) et 85 opérations de désinfection générale à travers 14 wilayas (49 communes), ayant touché l'ensemble des infrastructures et édifices publics et privés, selon le même communiqué.

## EXPLOSION LIÉE AU GAZ DANS UNE MAISON À BATNA

**Un nourrisson tué et 7 autres personnes blessées**

Un nourrisson de 7 mois et 7 autres personnes blessées dans une explosion liée au gaz survenue vendredi matin à l'intérieur d'une habitation à Batna, a indiqué la Direction de la Protection civile dans un communiqué. D'importants dégâts matériels ont été également causés par cette explosion, notamment l'effondrement des murs intérieurs de la bâtisse et des plafonds de deux chambres ainsi que des fissures à l'habitation mitoyenne. La cause de l'explosion reste inconnue en attendant les conclusions de l'enquête diligentée par l'autorité compétente.

## Qahwa fi goubli |

**LA VIE ENVERS... !**

La vie ? Trois petites lettres au contenu parfois aussi vaste que l'infiniment grand, tantôt aussi étroite qu'un mouchoir de poche. Les extrêmes, quoi. Chacun la voyant à sa porte sinon à sa fenêtre pour les plus chanceux. A leur balcon fleuri. Et tandis que les uns l'emplissent de senteurs et de musc, d'autres la vident de toute sa substantifique moelle...Et ma vie à moi dans quelle diphtongue se case-t-elle donc ? Est-elle une h muette ou une h aspirée ? Tout dépend au fond de ce à quoi on aspire avant d'expirer puisque bassement mortel avant tout n'en déplaie à tous ceux qui soutiennent mordicus qu'ils sont le nombril du monde...Alors qu'ils ne sont même pas un ventre mou...Ce qui leur fait tout au plus une belle

jambe...Allez enjambons rapidement la bêtise humaine pour n'investir que dans l'homme et son contraire...Oui, parce que beaucoup d'êtres voguent au tréfond de leur contraire...Est-ce à dire pour autant qu'ils ont suffisamment de profondeur pour absorber sinon éponger toute la misère du monde et de leurs semblables? Peu m'en chaut dirait un bourgeois repu de crustacés et de viande fraîche. Parce que lui se fiche royalement des gens du bas et continue à roter à loisir. Car sa vie se résume à l'embon-point et aux plaisirs répétés de la bouche. Qu'il garde toujours ouverte comme pour narguer la plèbe dont il ignore jusqu'à l'existence. Enfin si on peut vraiment appeler cela une existence. Consacrée au mépris de l'autre qui le lui

rend si bien au fond en le méprisant tout autant sans le lui signifier de vive voix mais en ne regardant jamais dans sa direction. Parce que la vie donne à voir moult situations desquelles on ne tire pas forcément les mêmes enseignements. Et le fait même de ne pas être logé à la même enseigne, renseigne amplement sur la démarche des uns faite de principes immuables et des autres sans relief ni consistance quoi qu'on dise. Et quand les premiers restent fidèles à une vie saine et dans son contenu, les autres prêchent tout à fait le contraire en faisant de la panse le lieu central de leur pensée. Si tant est qu'à ce niveau, on puisse vraiment parler de pensée...

A. Zentar

# ARTÈRE BOUCHÉE

## Causes, symptômes, que faire ?

**Le sang qui circule dans les artères est indispensable au bon fonctionnement de l'organisme, car il apporte l'oxygène nécessaire à la vie des tissus. Si une artère est bouchée, l'organe qu'elle irrigue est menacé. Symptômes, examens, solutions et traitements d'une artère bouchée...**

**L'**obstruction artérielle (ou artère bouchée) peut être progressive, par la formation d'une plaque d'athérome, ou brutale lors de la migration d'un thrombus (ou caillot) venant obstrué complètement une artère : cela est un mécanisme en cause dans l'AVC ischémique, l'infarctus du myocarde ou l'ischémie aiguë notamment de jambe. Ces deux phénomènes peuvent être liés. L'obstruction artérielle provoque interruption de l'apport sanguin à l'organe irrigué, donc de l'apport en oxygène et le fonctionnement de celui-ci est altéré de façon plus ou moins sévère.

### SYMPTÔMES

Les symptômes d'une obstruction artérielle dépendent de sa localisation. S'il s'agit des artères coronaires, les symptômes seront ceux d'un infarctus du myocarde (oppression thoracique, douleurs, difficultés à respirer). S'il s'agit d'une artère carotidienne, les signes seront ceux d'un accident vasculaire cérébral. Une ischémie aiguë de la jambe provoque une douleur brutale, ressemblant à une crampe et qui empêche de marcher, voire de mobiliser sa jambe. Celle-ci devient blanche, froide, presque glacée à un stade avancé, et la sensibilité disparaît.

### ARTÈRE CORONAIRE BOUCHÉE : QUELLES CAUSES ?

Suite à un électrocardiogramme de repos ou d'effort, un coroscanner ou encore une coronarographie, il est possible de détecter une artère bouchée. Ce processus appelé sténose, est une plaque de corps gras, plaque d'athérome, qui se dépose sur la paroi interne de l'artère et la rétrécit petit à petit. Une occlusion de l'artère provoque un infarctus. Les facteurs qui favorisent la formation de la plaque d'athérome sont les facteurs à risque cardio-vasculaires :

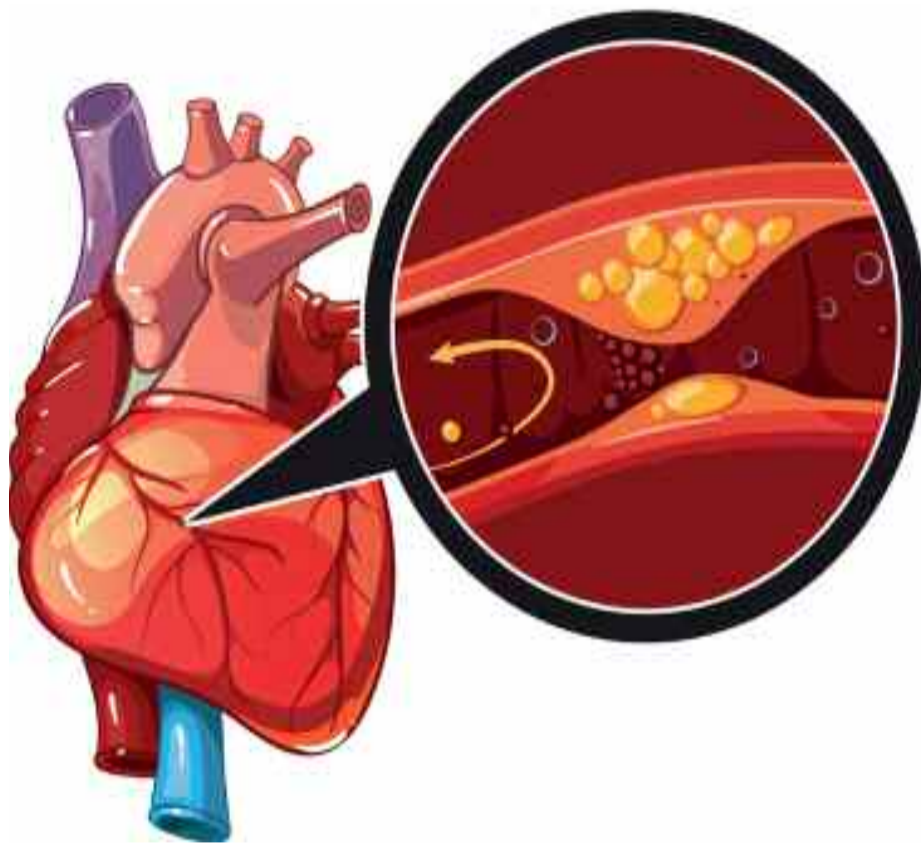
- La consommation de tabac.
- Le stress.
- Le cholestérol.
- Le diabète.
- Une surcharge pondérale trop importante.
- Le manque d'activité physique.
- L'hypertension artérielle.
- L'hérédité.

### FACTEURS DE RISQUE : ÂGE, TABAC, OBÉSITÉ...

Le tabagisme chronique, l'obésité et l'âge aggravent le risque d'obstruction artérielle. Dans ce cas, la circulation sanguine à destination de la zone concernée est interrompue. C'est une urgence appelée ischémie aiguë. Cette dernière a deux causes principales : les embolies artérielles qui représentent environ 40% des cas, et les thromboses artérielles localisées (environ 60% des cas).

### EXAMENS : ÉCHOGRAPHIE, DOPPLER ARTÉRIEL...

Les examens prescrits pour diagnostiquer une obstruction artérielle dépendent de sa localisation et de signes cliniques



associés. Le doppler artériel est l'examen de référence. Il s'agit d'une échographie qui suit le trajet artériel et qui permet de visualiser si celui-ci est interrompu, et de savoir si un thrombus est présent. La suspicion d'une obstruction artérielle est toujours une urgence.

### TRAITEMENT ?

La prise en charge doit être rapide. Elle consiste à déboucher l'artère en détruisant le caillot, en l'aspirant ou en augmentant le calibre de l'artère avec un ballonnet ou un stent (sorte de petit ressort, placé le plus souvent dans les artères coronaires). Un pontage peut aussi être réalisé. Par la suite, un traitement médical sera mis en place, visant la suppression des facteurs de risque (cholestérol, tabagisme, hypertension artérielle et diabète). Des médicaments vasodilatateurs et anti-agrégants plaquettaires peuvent être prescrits.

### QUAND ENVISAGER L'OPÉRATION ?

Si les lésions au niveau des artères sont trop sévères (plusieurs artères endommagées) ou peu accessibles, l'angioplastie ne sera pas suffisante. L'intervention chirurgi-

cale, appelée "pontage coronarien", est alors nécessaire. C'est un acte plus lourd, qui nécessite le plus souvent de travailler sur un cœur arrêté.

### PEUT-ON VIVRE AVEC UNE ARTÈRE CORONAIRE BOUCHÉE ?

Il est possible de vivre avec une artère bouchée. Mais si une artère coronaire est complètement bouchée c'est le signe que la personne a fait un infarctus. Une partie du cœur a donc été abîmée, elle n'est plus correctement irriguée.

Lorsqu'une artère est bouchée, les autres artères vont petit à petit se développer pour compenser. On peut alors avoir une qualité de vie satisfaisante, avec des médicaments à vie et un suivi cardiologique, mais le plus souvent on n'aura pas la même capacité d'effort que quelqu'un qui a un cœur en bon état" tempère notre interlocutrice.

### PRÉVENTION

Une activité physique régulière, telle que la marche, est conseillée. Pour prévenir l'obstruction artérielle et ses lourdes conséquences, les mesures hygiéno-dié-

tiques sont indispensables : arrêt du tabac, alimentation équilibrée, activité physique régulière, gestion du stress, suivi des pathologies chroniques (hypertension artérielle, diabète...).

### Démence : soignez vos artères !

L'accumulation de graisses dans les artères à l'âge de 50 ans ralentit le métabolisme cérébral et augmente le risque de démence. C'est ce que révèle une étude, qui rappelle l'importance de la prévention.

### PROTÉGER SON CŒUR ET SES ARTÈRES LE PLUS TÔT POSSIBLE

Prévenir l'apparition de maladies cardiovasculaires autour de la cinquantaine pourrait retarder voire empêcher les altérations cérébrales susceptibles d'entraîner une démence quelques années plus tard, d'après une étude publiée dans le Journal of the American College of Cardiology. En effet, les chercheurs se sont rendu compte qu'un risque cardiovasculaire élevé autour de la cinquantaine était associé à un hyper métabolisme cérébral, zone qui est touchée en premier lieu dans la maladie d'Alzheimer. L'athérosclérose, qui désigne l'accumulation de graisses, de cholestérol et autres substances à l'intérieur et à l'extérieur des parois des artères, est la cause principale de la grande majorité des maladies cardiovasculaires, et la première cause de décès dans le monde. La démence touche actuellement plus de 50 millions de personnes à travers le monde.

### L'ATHÉROSCLÉROSE AUGMENTE LE RISQUE DE DÉMENCE

La présence de l'athérosclérose a été liée à des troubles cognitifs aux stades avancés de la maladie, mais on en sait peu sur leur influence mutuelle, d'autant plus que les deux peuvent être asymptomatiques pendant de longues périodes plus tôt dans la. Pour parvenir à cette conclusion, les scientifiques ont analysé les images de tomographie. Leur objectif était de déterminer l'association entre le métabolisme cérébral, l'athérosclérose subclinique et les facteurs de risque cardiovasculaire chez les adultes asymptomatiques âgés de la cinquantaine. D'après les scientifiques, ces résultats mettent en évidence la nécessité de réduire le plus tôt possible les facteurs de risque cardiovasculaires afin de diminuer le risque de dysfonctionnement cognitif à un âge plus avancé.

## Alimentation et santé cardiovasculaire

Une mauvaise alimentation peut avoir des effets désastreux sur la santé cardiovasculaire : excès de cholestérol et dépôt dans les artères, hypertension, perte de souplesse des vaisseaux, troubles circulatoires... avec à la clé un risque d'accident cardiovasculaire élevé.

Mais l'alimentation peut aussi vous aider à prendre soin de votre cœur ! Petit tour des aliments bénéfiques pour « nettoyer » et conserver la santé de vos artères.

### L'AIL

L'ail est LA plante des artères. Il contient de nombreux composés actifs dits sulfurés, dont l'allicine.

De nombreuses études ont démontré ses bienfaits sur la prévention du risque cardiovasculaire : lutte contre le dépôt de graisses dans les artères.

L'allicine possède aussi un pouvoir antioxydant protecteur des artères.

L'ail est également connu pour être un vasodilatateur, faisant ainsi baisser la tension artérielle.

### LES POISSONS GRAS : SAUMON, SARDINE, MAQUEREAU

Les poissons gras présentent une chair savoureuse et riche en bonnes graisses, les acides gras oméga-3. Ces oméga-3 contribuent à fluidifier le sang et aident à réguler le taux de cholestérol.

### L'AVOCAT

Comme les poissons gras, l'avocat contient une bonne quantité de graisses saines qui contribuent à abaisser les taux de mauvais cholestérol (LDL) et de triglycérides, qui participent à l'obstruction des artères.

### L'HUILE D'OLIVE

Dans la série des graisses bonnes pour le cœur, l'huile d'olive et sa richesse en acide oléique, un acide gras essentiel mono-insaturé, antioxydants qui protègent les vaisseaux sanguins du dépôt de cholestérol.

### LES NOIX

Les noix et fruits secs sont une collation saine et bonne pour le cœur et les artères. Noix,

noisettes, amandes, noix de cajou, du Brésil ou de pécan, le choix est large !

### LE CURCUMA

Le curcuma est un produit antioxydant phare dans tous les domaines. Il permet de limiter le phénomène de peroxydation des lipides observé en présence de radicaux libres ainsi que l'inflammation au niveau de la paroi des artères. Il limite ainsi le dépôt de lipides peroxydés dans les artères, responsables d'accidents cardiovasculaires.

### LA GRENADE

La grenade est largement connue pour sa richesse en polyphénols antioxydants, qui lui confèrent de nombreux bénéfices pour la santé. Parmi ces bénéfices, la grenade aiderait à prévenir les dommages artériels liés à l'athérosclérose. Elle stimule également la production d'oxyde nitrique dans le sang, qui maintient la bonne ouverture des artères et aide à réguler la pression artérielle et la bonne circulation du sang. Pour protéger vos artères, mangez donc une grenade fraîche



## LA LANGUE FRANÇAISE EN DÉBAT

# Feraoun comme prétexte...

*Revisiter Feraoun et en extraire tout le suc n'est-ce pas là une louable initiative ? En tout cas c'est ce à quoi se sont attelés des universitaires, par virtuel interposé. Et qui reviennent sur le statut d'une langue française d'adoption et non de «confession»... Substance de ce séminaire fort instructif quant aux problématiques soulevées en prenant comme prétexte l'œuvre Feraounesque...*

Qui ne connaît pas feu Mouloud Feraoun écrivain de l'avant-guerre assassiné juste à la veille de l'indépendance par un commando de l'OAS de sinistre mémoire ? Mais aujourd'hui il s'agit de convoquer un autre registre qui pose encore problème de nos jours et qui a trait à l'utilisation de la langue française dans l'écriture Feraounesque et quasiment la plupart des intellectuels qu'ils n'ont, à aucun moment de leurs parcours existentiels de sa génération.

D'abord il faut admettre que la langue arabe rendue minoritaire et considérée par l'occupant commelangue subversive ne connaissait pas le rayonnement actuel. Ensuite et feu Feraoun lui-même l'avoue et le reconnaît en affirmant que si tel était le cas c'est tout simplement parce que les circonstances l'imposaient. Autrement dit délivrer à l'opresseur un message dans sa propre langue de' une pour lui renvoyer la balle c'est le cas de le dire pour l'époque), ensuite pour se venger de cette tentative de dépersonnalisation et d'aliénation orchestrée par les indus occupants.

### LE FRANÇAIS FOND COMME UNE PEAU DE CHAGRIN

Aujourd'hui, Dieu merci, autant la langue arabe que la langue berbère bénéficient de toute la sollicitude voulue tandis que l'utilisation du français fond comme une peau de chagrin ; ce qui n'est, au fond, qu'un juste retour de l'histoire et de notre peuple et de tous ceux qui ont vécu les affres de la colonisation sous toutes ses formes. Raison sans doute qui a poussé nos universitaires de l'Est à organiser un séminaire en ce sens aux fins de clarifier le débat à cet effet et sortir sans doute de par la compétence du panel avec des conclusions et autres recommandations d'une utilité publique et pratique indéniée. Car il se s'agit surtout pas de jeter l'opprobre et encore moins l'anathème sur toute une brillante génération d'avant-guerre qui s'est fendue



d'une littérature de haute teneur culturelle et qui pour la plupart ont pris fait et cause en faveur de notre glorieuse guerre de libération nationale en combattant l'indésirable autant la plume que les armes. Mais y-a-t-il vraiment plus terrible arme que la plume lorsqu'elle est trempée dans le talent et le génie ? Parce que cette génération surdouée (Feraoun, Yacine, Mammeri, Dib, etc...) tout en utilisant la langue de Hugo n'en restait pas moins vigilant vis-à-vis du désordre colonial établi. Mieux et ce n'est pas le moindre de leur mérite ces écrivains de dimension universelle tutoyaient la langue française avec une maîtrise si

géniale que l'écho de leurs œuvres sinon chefs d'œuvre traversait les frontières et atteignait à l'universalité. Encore qu'il faille préciser que leur âme estrestée totalement algérienne.

A telle enseigne d'ailleurs que certains d'entre eux auraient pu aisément accéder au rang d'académicien n'eut été leur algérianité que nul ne saurait s'arroger le droit aujourd'hui de remettre en question. Car même écrites en français ces mêmes œuvres n'en traduisaient pas moins resteront, pour la mémoire collective, des références et repères incontournables par leur contribution effective et précieuse à l'éveil de la conscience révolutionnaire. En retraçant, fidèlement, toute l'atmosphère-, l'identité et surtout la respiration d'authentiques hommes du terroir leur raison d'être et de vivre jusqu'à la fin (dramatique pour certains de leur jour.

### RÉHABILITER LA MÉMOIRE DES DISPARUS

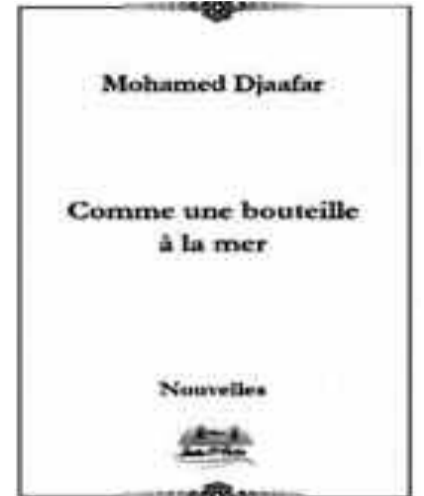
Au demeurant, ce séminaire vient, à point nommé, réhabiliter en quelque sorte la mémoire des disparus qui n'étaient pas sans ignorer et leurs ouvrages tout de densité vêtue l'attestent on ne peut mieux qu'ils avaient alors pris quelque part le risque en s'exprimant dans la langue de l'autre de choquer notamment parmi leurs pairs des partisans farouches de l'arabisme version moyen orientale qui plus est.

Et au risque de nous répéter et pour paraphraser, partant, un brillant universitaire, sociologue de son état pour rappel, Addilhouari pour ne pas le nommer qui parle volontiers de «régression féconde», bien que le questionnement convoque un tout autre champ de compétence. Quoiqu'il en soit Feraoun et ses alter egos mus par le même esprit d'engagement sans faille au service de leur patrie bien aimée sont entrés depuis déjà belle lurette dans la postérité. Et pour cause !

Amar Zentar

PARUTION DE «COMME UNE BOUTEILLE À LA MER»

## Un recueil de nouvelles signé Mohamed Djaâfar



Les difficultés du quotidien du citoyen lambda, source de mal-vie éprouvante et de stress permanent, sont au coeur du dernier recueil de nouvelles de l'écrivain Mohamed Djaâfar intitulé "Comme une bouteille à la mer", publié récemment.

Edité récemment aux éditions El Qobia, ce recueil de nouvelles de 99 pages est un récit d'histoires inspirées du quotidien des citoyens, confrontés au quotidien à des problèmes qui rendent leur vie "insupportable".

Ecrites entre 2010 et 2014, ces nouvelles mettent en scène des histoires de "petites gens" qui font face aux problèmes de la surpopulation urbaine, des embouteillages, de l'insalubrité et d'autres soucis qui compromettent tout changement vers une vie meilleure.

À travers le prisme de la vie quotidienne d'un balayeur, d'un responsable de la sécurité d'une cité universitaire, ou encore d'un écolier, l'auteur restitue le quotidien de la jeunesse et sa vision des choses en plus de confronter la réalité des villes d'aujourd'hui et celle des premières années de l'indépendance, avec une pointe de dérision et d'humour.

Agrémentées de petites anecdotes, ces histoires révèlent au lecteur les secrets des protagonistes, décrits dans leurs traits de caractère et caractéristiques physiques. En filigrane, ces nouvelles dont certaines ont été distinguées, donnent un aperçu sur la citoyenneté, les rapports sociaux, le chômage et les attentes des habitants des villes qui aspirent à une vie meilleure. Le narrateur porte ainsi un regard critique sur une société, prise dans la tourmente de la corruption, la bureaucratie et la régression et tire la sonnette d'alarme sur ces phénomènes qui empoisonnent la vie des citoyens.

Dans une autre nouvelle Mohamed Djaâfar dresse un tableau d'une partie de l'histoire contemporaine de l'Algérie à travers un dialogue de fiction entre les martyrs Amirouche et Si El Haoues qui se tiennent informés, depuis les cieux, de l'évolution du pays et du quotidien de leurs proches.

Natif de Bordj Bou Arreridj en 1955, Mohamed Djaâfar a fait ses études à la faculté de droit d'Alger, puis opte pour des études de documentation dans la capitale belge, Bruxelles, avant de s'orienter vers la carrière militaire.

Retraité, il publie de nombreuses contributions politiques dans la presse nationale. Mohamed Djaâfar a également publié les romans "Les oiseaux de la nuit" (2014) et " Long est le chemin" (2018), une saga historique sur l'Algérie sous occupation coloniale, et un recueil de chroniques intitulé "Vivre debout", sorti en janvier 2021.

## LES «REMARQUABLES» CONTRIBUTIONS DES ÉCRIVAINS ALGÉRIENS ENGAGÉS

### Un moyen de résistance

L'usage de la langue française par l'écrivain chahid Mouloud Feraoun (1913-1962) "n'était pas un choix, mais une obligation et un excellent moyen de résistance et d'affirmation de soi", a affirmé jeudi une enseignante de l'université 20 août 1955 de Skikda lors d'un séminaire en ligne dédié aux écrivains martyrs de la glorieuse Guerre de libération nationale organisé par l'université Chadli Bendjedid d'El Tarf. "L'écriture dans la langue française chez l'auteur du "Fils du pauvre" lui a permis de contribuer, à sa manière, dans la lutte anti coloniale et à poursuivre un combat sans merci jusqu'à son assassinat par l'OAS, le 15 mars 1962", a précisé Yamina Benachour lors du séminaire tenu dans le cadre de la commémoration annuelle, le 18 février, de la Journée nationale du Chahid.

Relevant que cette date constitue une halte pour se remémorer les sacrifices des femmes et hommes de lettres

engagés, l'universitaire a ajouté que Mouloud Feraoun "a su, par la plume et le choix des mots, jouer un rôle capital dans l'éveil de la conscience du peuple et sa sensibilisation vis-à-vis de la lutte armée".

Evocant cette dialectique de l'encre et du sang, l'universitaire Yamina Benachour a signalé que les écrits des nombreux écrivains martyrs, dont Mouloud Feraoun, constitueront à jamais "l'empreinte indélébile traduisant cette lutte farouche menée durant la longue nuit coloniale".

L'intervenante a également cité les "remarquables" contributions des écrivains algériens engagés dont Mohamed Dib, Kateb Yacine et Mouloud Mammeri dont les écrits continuent, à ce jour, à fasciner le lecteur. "S'intéressant à la vie des siens, leurs traditions et leurs coutumes ainsi qu'aux grands sacrifices des paysans, les écrivains martyrs ont pu exprimer avec précision la margina-

lisation et le malaise vécu par un peuple assoiffé de liberté", a-t-elle relevé.

Plusieurs thématiques traitant des contributions de nombreux autres écrivains martyrs ont été développées durant cette rencontre en ligne, organisée à l'initiative du laboratoire du patrimoine et études linguistiques de l'université Chadli Bendjedid, en étroite collaboration avec, entre autres, la maison de la culture, le musée d'El Tarf et le centre islamique, a précisé le directeur du laboratoire, Abdellatif Heni. Rappelant l'importance de ces rencontres-débats consacrés à cette période déterminante du pays, M. Heni a indiqué que les participants à ce séminaire en ligne ont saisi cette opportunité pour débattre des importantes contributions des auteurs martyrs constituant ce panorama littéraire et leur rôle déterminant dans la mobilisation du peuple et sa participation à la lutte armée pour le recouvrement de l'indépendance.

## LAKHDAR BELLOUMI À CRÉSUS

# «Je suis fier de mon fils»

**Le légendaire maître à jouer de la sélection algérienne espère voir bientôt son fils dans un club d'outre-mer.**

**Votre fils Mohamed Bachir s'est encore distingué, vendredi, en marquant un autre joli but en championnat de Ligue 1 face au CSC. Vos impressions ?**

Je suis bien évidemment très content de voir mon fils jouer et marquer des buts en Ligue 1. Franchement, je suis fier de lui et je lui souhaite encore beaucoup de réussite dans la suite du parcours et de sa carrière. Ces deux premiers buts vont lui donner plus de confiance.

**Ce sont deux beaux buts, deux chefs-d'œuvre, surtout celui contre l'US Biskra ?**

Absolument. Ce sont deux buts pleins de sang-froid et d'intelligence. Mon fils utilise bien ses pieds, mais sa tête aussi. C'est un joueur d'instinct, très intelligent. Il a vite pris l'information et constaté la position du gardien de but du CSC avant d'armer son tir qui a fini au fond des filets.

**Vous étiez présent au stade Ahmed Zabana et on vous a vu sur le petit écran saluer et applaudir longuement le premier but de votre fils en Ligue 1...**

J'étais émerveillé comme tout le monde par ce but. C'était une petite merveille quand même. J'ai apprécié ses feintes et son tir instantané qui a fini par faire mouche. C'est l'un des plus beaux buts de cette entame de championnat.

**Vous êtes apparemment très proche de lui et vous lui prodiguez sans doute de bons conseils, n'est-ce pas ?**

Tout à fait, je lui donne des conseils et des tuyaux, surtout en cette période diffi-



cile de la Covid-19. Rester plusieurs mois sans compétition était dur et pénible pour tous les footballeurs. J'essaie de l'encadrer au mieux. Je sais qu'il est doué et qu'il a des qualités. Il est encore perfectible. Il peut mieux faire encore.

**Quelles sont ses principales qualités ?**

Il est vif, intelligent et il a une bonne vision de jeu.

**Tel père, tel fils donc ?**

Je l'espère bien. Il ne faut pas oublier que j'ai débuté en seniors à un âge plus précoce. J'étais meilleur buteur de l'équipe première du MC Oran à l'âge de 18 ans en 1978.

J'ai même fini co-meilleur buteur du championnat avec Abdeslam Bousri et Redouane Guemri. J'espère qu'il aura une bonne carrière professionnelle et internationale.

**Il s'est révélé en sélection des moins de 20 ans en Tunisie et il est promis à une belle carrière internationale ?**

Je l'espère bien. Il doit garder les pieds sur terre et continuer à travailler pour devenir titulaire au MCO. Dans le football, il n'y a que le travail qui paye. Il faut un peu de chance aussi.

**Omar Belatoui a eu le courage de le lancer en équipe première du MCO et il a bien saisi sa chance ?**

Oui, Belatoui connaît bien ses qualités et il n'a pas hésité à le lancer dans le bain. C'est un ancien joueur international et sa présence est très bénéfique au MCO, aux jeunes talents du club surtout.

**Cette crise sanitaire, le huis-clos et l'absence de la pression des supporters a permis à d'autres jeunes joueurs de se révéler cette saison ?**

Moi, j'aurais aimé que le public soit présent dans les stades pour encourager ces jeunes. Ce n'est pas du tout facile de jouer devant des gradins vides. La présence et la pression du public ne peut qu'aider ces jeunes à s'aguerrir.

**Vous n'avez pas joué en Europe et vous espérez voir votre fils dans un club d'outre mer, n'est-ce pas ?**

Jouer en Europe constitue un rêve, un objectif pour lui, mais il doit s'affirmer d'abord dans notre championnat. Je lui ai promis de le placer dans un club étranger. Je ferai tout pour tenir cette promesse.

**Le MCO est provisoirement sur le podium. Il est en train de régaler et de jouer les premiers rôles cette saison. Qu'en pensez-vous ?**

Le MCO reste sur deux magnifiques performances face à l'USB et au CSC. C'est une équipe qui développe du beau jeu, une équipe portée vers l'offensive. Elle aurait pu faire mieux. Les problèmes financiers ont quelque peu perturbé le groupe. Le MCO mérite d'être parrainé par une société nationale, au même titre que les autres grands clubs d'Algérie qui vont servir de locomotives.

**L'équipe nationale a été relancée par Djamel Belmadi qui l'a menée au sommet du football africain. Les Verts peuvent-ils décrocher un ticket pour le Mondial 2022 ?**

L'EN est championne d'Afrique et elle est parmi les favoris pour la qualification au Mondial 2022. Aujourd'hui, la sélection algérienne est redoutée et redoutable. Elle est crainte par tous les Africains, notamment les grosses cylindrées du continent. C'est un avantage sur le plan mental. Belmadi va faire le nécessaire pour renforcer le groupe et atteindre cet objectif, à savoir la qualification au Mondial pour la cinquième fois de l'histoire. On y croit.

**Propos recueillis par Larbi Bouazza**

### COUPE DE LA CAF

## L'heure de vérité pour la JSK et l'ESS

L'heure de vérité est arrivée pour les deux représentants algériens en Coupe de la CAF, la JS Kabylie et l'ES Sétif, qui seront fixés ce dimanche sur leur sort dans cette C2 africaine. La JSK et l'ESS visent une qualification à la phase des poules. Elles veulent suivre les pas du CRB et MCA, présents en phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique. L'Entente a déjà fait un grand pas vers la qualification, à la faveur de sa victoire (2-1), à l'aller, à Accra, devant l'Asante Kotoko du Ghana. Les Ghanéens n'ont pas encore dit leur dernier mot et ils veulent profiter de la crise qui couve chez les Sétifiens pour créer la surprise. Les joueurs de l'ESS ont fait grève à leur retour du Ghana pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

La direction du club leur a versé des primes pour les calmer. Le Wali de Sétif est venu, hier, à la rescousse avec un chèque de 2 milliards de centimes. Le driver de l'Entente, le Tunisien Nabil Kouki, est méfiant et prudent. «Ce match est décisif pour la qualification. On a gagné la première manche et il faut confirmer cette victoire chez nous. Nos joueurs ont montré leur inquiétude sur leur situation financière et tout est rentré dans l'ordre. Il faut faire preuve de concentration durant ce match retour pour ne pas se faire surprendre. Il faut se méfier des attaquants et des milieux de terrain ghanéens», dira Kouki, toujours privés des ser-

vices de Djahnit et Bekakchi. Côté arbitrage, ce match retour sera dirigé par un trio d'arbitres tunisien sous la conduite de Haythem Guirat qui sera assisté de ses compatriotes Mohamed Bakir et Amine Barkallah. La mission des Canaris s'annonce plus compliquée face au Stade Malien, vainqueur sur le fil à l'aller (2-1). «On doit mettre beaucoup d'intensité dans ce match pour pouvoir se qualifier. Il faut qu'on marque un but et éviter d'en encaisser. On va jouer l'offensive tout en restant bien organisés en défense pour ne pas se faire surprendre sur des contres.

Le Stade malien dispose de deux ou trois éléments offensifs très vifs dont il faudra se méfier. Les conditions climatiques ne sont pas les mêmes qu'à Bamako, et on peut donc développer notre jeu sur notre terrain. L'idéal est de marquer d'entrée. Cette Coupe de la CAF est l'un des objectifs du club et on veut se qualifier à la phase des poules», dira le driver des Canaris, Denis Lavagne, qui pourrait utiliser son nouvel attaquant congolais, Glody Kalangalanga, comme joker. A noter que la CAF a changé les arbitres de ce match et remplacé le trio guinéen par un trio tunisien composé de Sadok Selmi, Khalil Hassani et Youssef Jemmy. Le tirage au sort de la phase des poules aura lieu ce lundi 22 février 2021 au Caire, en Égypte, à partir de 14h (heure algérienne).

L. B.

### LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

## Le CRB veut jouer au Soudan

La direction du CR Belouizdad veut jouer le match contre Mamelodi Sundowns d'Afrique du Sud au Soudan le 27 ou 28 février. «La direction du CRB propose de jouer le match contre Mamelodi Sundowns au Soudan le 27 ou 28 février, après la demande de la CAF de programmer ce match dans un pays neutre et dans l'attente d'un accord des autorités soudanaises », a-t-on annoncé, hier, sur la page Facebook du Chabab. La Confédération africaine de football (CAF) a décidé, vendredi, de délocaliser ce match et accordé un délai de 48h au CRB pour trouver une solution de rechange pour ne pas perdre le match sur le score de 2 buts à 0. La CAF a annoncé, hier, l'équipe type de la première journée de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique. Trois joueurs algériens y figurent, en l'occurrence le capitaine et latéral du CRB, Chemseddine Nessakh, le gardien de but du MCA, Abdelkader Salhi, et le défenseur central, Mouad Hadded. Il est à rappeler que le CRB et le MCA ont tenu en échec (0-0) le Zamalek d'Égypte, le TP Mazembe de la RD Congo, au Caire et à Lubumbashi respectivement.

L. B.

### CAF

## 3 candidats pour une CAN tous les deux ans

Les trois candidats ouest-africains à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF) sont pour le maintien de la périodicité actuelle de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) seniors qui se tient de tous les deux ans. Après le Sénégalais Augustin Senghor, le Mauritanien Ahmed Yahya, l'Ivoirien Jacques Anouma a plaidé le statu quo, vendredi lors de la présentation de son programme. S'exprimant lors d'un séminaire à Rabat (Maroc), en février 2020, le président de la FIFA, Gianni Infantino avait émis le souhait de voir la CAN se jouer désormais tous les quatre ans et non plus tous les deux ans "pour la rendre plus commercialement viable et attrayante". Outre ces trois candidats, Ahmad Ahmad, candidat à sa propre succession, et le président des Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), Patrice Motsepe, aspirent également à diriger la CAF. L'élection à la présidence de la CAF aura lieu le 12 mars à Rabat (Maroc).



## FC BARCELONE

# Haaland, une priorité

**Le départ de Luis Suárez à l'Atlético de Madrid a laissé une attaque orpheline d'un «vrai» avant-centre.**

**E**rлинг Haaland est un des jeunes cracks sur lesquels il faudra miser à l'avenir. La plupart des grands clubs aimeraient compter dans leur rang ce type d'attaquant doté d'une finition hors paire. Si les plus grands noms du football européen convoitent le cyborg norvégien, on pense que le Barça frapperait un grand coup en s'offrant le crack de Dortmund. Ses fulgurances avec le Red Bull Salzburg puis le Borussia Dortmund ont mis tout le monde d'accord.

La dernière en date, c'était sur la pelouse du Sánchez-Pizjuán contre Séville en Ligue des Champions. Et en Espagne, on commence à l'imaginer rejoindre un des cadors de Liga. C'est en Catalogne qu'Erling Haaland fait couler beaucoup d'encre en ce moment. Selon Mundo Deportivo, le prodige norvégien est "le 9 le plus désiré" à l'heure actuelle au vu de son âge, ses performances, son prix. Le média donne ses raisons qui laissent penser que le Cyborg pourrait rejoindre les Blaugrana l'été prochain. Le Barça a besoin d'un n°9. C'est peut-être la principale raison qui peut pousser la direction du Barça à faire une folie au prochain mercato. Le départ de Luis Suárez à l'Atlético de Madrid en septembre dernier a laissé une attaque orpheline d'un "vrai" avant-centre. Pourtant, lors de son arrivée, Ronald Koeman avait demandé avec insistance le transfert de son compatriote Memphis Depay, mais sans résultat. La saison sans ce numéro neuf avait fait planer quelques doutes sur la capacité de l'équipe à évoluer dans cette configuration, elle qui a toujours fonctionné ainsi (Luis Suárez, David Villa, Samuel Eto'o...). La saison n'est pas terminée mais on commence à sentir un besoin urgent de recruter à ce poste. Les médias l'ont bien compris. L'autre facteur qui rentre en compte est celui de la masse salariale. Toujours selon Mundo Deportivo, le Barça devra vendre s'il veut pouvoir s'attacher les services d'Erling Haaland. La première possibilité est un départ de sa star Lionel Messi, annoncé en partance pour rejoindre le PSG ou Manchester City depuis de nombreux mois. Le quotidien espagnol évoque d'autres éventualités comme un transfert



### KOEMAN VEUT RESTER ET RAJEUNIR SON ÉQUIPE

d'Ousmane Dembélé, lui qui voit son contrat se terminer en 2022 et permettrait de faire baisser la masse salariale du club. D'autres joueurs comme Coutinho, Junior Firpo sont également évoqués. En ce qui concerne les détails du transfert, plusieurs sources ont évoqué une clause d'environ 75 millions d'euros pour l'attaquant du BVB. Les bonnes relations entre les clubs et son agent Mino Raiola laissent penser qu'un transfert au Barça est réalisable. Après tout reste à voir, ce n'est pas la presse qui pourra tirer les ficelles, même si en Catalogne la venue du crack norvégien est très attendue. D'après le quotidien Bild, le BVB est toutefois déterminé à garder Erling Haaland dans son effectif pendant au moins une année de plus. Le Norvégien a encore démontré cette semaine qu'il faisait partie des meilleurs au monde à son poste et pouvoir le conserver jusqu'en 2022 serait une belle preuve des ambitions du club. Ainsi, s'il y a un « sacrifié », cela devrait donc être Jadon Sancho. L'international anglais était pisté par MU il y a quelques mois. Un intérêt qui peut éventuellement être ravivé au sortir de la saison en cours.

Malgré l'humiliante défaite essuyée cette semaine en Ligue des Champions contre le PSG (1-2), Ronald Koeman pense toujours être l'homme de la situation au FC Barcelone. D'après le quotidien Sport, le coach batave a déjà exprimé son désir de poursuivre dans cette fonction avec la nouvelle direction, qui est censée arriver en mars prochain suite aux élections. Il a la certitude de pouvoir redonner aux Blaugrana leur lustre d'antan. Koeman aurait même déjà une petite idée sur la manière dont il comptait s'y prendre pour relancer sa formation. Il veut apporter du sang neuf au sein de son groupe pro, en intégrant notamment plus de jeunes. Le successeur de Quique Setién veut entamer une révolution, en poussant notamment les vieux cadres vers la sortie. Un peu comme il l'a fait l'été dernier avec Luis Suarez. Il n'est pas sûr cependant que ce projet soit bien accueilli dans le vestiaire. A moins peut-être que le Barça ne se résout à se séparer du plus influent des « anciens » en l'occurrence Lionel Messi.

MIKEL ARTETA :

### «Man City est la meilleure équipe d'Europe»

Avant le choc entre Arsenal et Manchester City ce dimanche (17h30), Mikel Arteta a dit tout le bien qu'il pensait de l'équipe de Pep Guardiola. «La façon dont ils jouent et la régularité de leurs résultats font de Manchester City la meilleure équipe d'Europe du moment». Le technicien espagnol mesure la difficulté de cette rencontre pour son équipe, si inconstante cette saison. « On a un grand et excitant défi à relever ce dimanche. Ils ont des faiblesses, comme toutes les équipes. Mais les adversaires ont du mal à les trouver en ce moment car ils ont été avant tout défensivement très costauds. » En face, Pep Guardiola a lui aussi loué le jeu de son compatriote. « Durant leurs derniers matches, ils ont toujours mieux joué que l'adversaire. Ils ont mieux contrôlé le match, ont eu plus d'occasions et en ont concédé moins. On va devoir faire une performance incroyable, jouer du mieux possible au ballon. Et courir beaucoup, dans le bon rythme pour récupérer le ballon car ils construisent magnifiquement bien. Ils bougent très bien, font beaucoup de bons mouvements dans les derniers 30 mètres. Ils ont aussi beaucoup de qualité au milieu de terrain pour se mettre en route. C'est pourquoi dans un futur proche, ce seront des concurrents au titre de champion. »

MANCHESTER UNITED

### Solskjaer évoque l'avenir de Cavani

Arrivé à Manchester United au début de saison pour une année, Edinson Cavani pourrait bientôt prolonger son aventure mancunienne. L'ancienne gloire du Paris Saint-Germain n'a pas tardé à convaincre le staff technique des Red Devils. En 24 apparitions, et 12 titularisations, sous le maillot de Manchester United, le joueur de 34 ans a inscrit 07 buts et offert 02 passes décisives toutes compétitions confondues. Un très bon bilan pour Edinson Cavani qui découvre la Premier League selon son entraîneur Ole Gunnar Solskjaer. Interrogé en conférence de presse au sujet de l'avenir de son buteur, le coach de Manchester United a ouvert la porte à une prolongation de contrat. « Je peux seulement dire qu'Edinson a fait du bon boulot. Il est vraiment bien installé dans le groupe et nous allons nous asseoir et lui parler prochainement pour considérer ses plans et les nôtres, a confié le technicien norvégien. C'est une bonne discussion à avoir. Nous parlons toujours aux joueurs et, avec la situation contractuelle qui est la sienne, nous sommes très satisfaits de ce qu'il a fait. » Si Edinson Cavani dispose d'une année supplémentaire en option, il pourrait aussi décider de rejoindre le championnat argentin. Selon les informations du quotidien sportif Olé, la direction de Boca Juniors serait très intéressée par le profil de l'international uruguayen.

O MARSEILLE

### Tout est ficelé avec Sampaoli

Plus rien ne s'oppose à ce que Jorge Sampaoli lie son futur à celui de l'Olympique de Marseille. L'ancien sélectionneur albiceleste devrait être libéré par son club de l'Atlético Mineiro dans les prochains jours, suite à l'épilogue du championnat brésilien. Et pour ce qui est de son accord avec les responsables olympiens, tout est quasiment ficelé. Il ne lui resterait plus qu'à apposer sa signature en bas du contrat. Les modalités de cet engagement ont déjà été divulguées. Selon Sport Mediaset, l'ancien vainqueur de la Copa America signerait pour une durée de deux ans et demi en faveur des vice-champions de France. Concernant son salaire, il n'a pas été communiqué. Mais, il y a de fortes chances pour qu'il soit rémunéré à hauteur de 3M€ par an minimum. Sampaoli viendra donc remplacer Nasser Larué, qui aura assuré l'intérim pendant presque un mois suite au départ surprise d'André Villas-Boas.

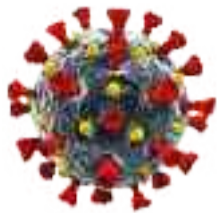
## PARIS SG

# Le salaire de Mbappé pose problème

Real Madrid, Arsenal, FC Barcelone... Le triplé inscrit par Kylian Mbappé face au Barça à l'occasion du match aller des huitièmes de finale de la Ligue des champions a forcément avivé les regrets chez ces cadors européens, passés tout près d'engager l'attaquant tricolore alors qu'il évoluait encore à Monaco. Finalement parti au PSG à l'été 2017, le prodige de Bondy a en effet confirmé toutes les promesses placées en lui et sa valeur a inévitablement flambé. Aussi, l'attaquant du PSG a beau ne plus avoir qu'à peine plus d'un an de contrat dans la capitale, son transfert devrait toujours se négocier autour de 200 millions d'euros selon de nombreux spécialistes. De quoi forcément limiter la liste des



prétendants. Seuls quatre clubs seraient d'ailleurs en mesure de s'attacher ses services: le Real Madrid, le Barça, Liverpool et la Juventus Turin. Mais plus encore que ces 200 millions d'euros attendus par les dirigeants parisiens s'ils devaient se résoudre à laisser partir leur attaquant vedette, ce sont bien les prétentions salariales des Français qui refroidissent ses prétendants. En effet, alors qu'il perçoit actuellement quelque 20 millions d'euros annuels, le numéro 7 parisien s'est vu proposer un salaire supérieur à 30 millions d'euros, soit peu ou prou ce que perçoit Neymar, pour prolonger au PSG. Des émoluments qui semblent hors de portée pour les courtisans du champion du monde.



PANDÉMIE DE COVID-19

## 164 nouveaux cas, 143 guérisons et 4 décès en 24h

LE SNAPO PERSISTE ET SIGNE

### La grève reconduite à partir d'aujourd'hui

Le Bureau national du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (Snapo) a décidé, hier, de reconduire la grève blanche à partir d'aujourd'hui sous le slogan « sans commandes ». Cette décision du Snapo a été prise en raison de la situation qui caractérise le marché du médicament et l'enregistrement de nombreux médicaments en situation de rupture depuis plusieurs mois. Ainsi, par le truchement d'un communiqué diffusé sur sa page officielle Facebook, le Snapo a précisé que concernant cette deuxième semaine de grève, le mouvement sera élargi au niveau national, autrement dit, tous les bureaux des wilayas sont appelés à répondre à cet appel à la grève. Par ailleurs, les rédacteurs du texte ont rappelé que le principe de cette grève blanche s'exprime par un boycott des commandes. Aucun pharmacien ne passera de commandes auprès de ses fournisseurs. C'est un mouvement qui tient à exprimer la colère des pharmaciens et leur désarroi, en raison de leur quotidien professionnel très difficile, et en raison des problèmes rencontrés en matière d'approvisionnement de leurs officines. « La mission principale du pharmacien est d'assurer l'accessibilité des médicaments aux citoyens. Cette mission est compromise à cause de l'indisponibilité, depuis plusieurs mois, de dizaines et de dizaines de médicaments. La liste des médicaments en rupture dépasse largement les 335 médicaments déjà recensés malgré tous les rapports et correspondances établis par le Snapo, la situation reste inchangée, bien au contraire, nous enregistrons chaque jour d'autres médicaments qui disparaissent du marché et de nos étalages » lit-on encore dans le communiqué. Aussi, le syndicat a tenu à rappeler



qu'il a déjà eu recours à ce genre de mouvement de protestation, c'est-à-dire « une grève blanche », pour ne pas pénaliser les malades. Du reste pour rassurer les malades le Snapo a fait savoir qu'arrêter de commander un jour par semaine ne risque pas d'avoir des conséquences négatives sur l'accessibilité des citoyens aux médicaments, car nos officines vont pouvoir continuer à fonctionner avec leurs stocks disponibles.

« Nous voulons à travers ce mouvement lancer, encore une fois, un signal fort aux autorités concernées pour les amener à se pencher de manière sérieuse sur ce problème qui touche à un secteur stratégique, celui du médicament alors que la régularité de la disponibilité des médicaments n'est pas garantie, c'est une question de sécurité sanitaire puisque l'accès équitable de tous

les pharmaciens au médicament n'est pas garanti non plus » a expliqué le Bureau national du Snapo. Enfin, le Bureau national estime que les ruptures, réelles ou provoquées, entraînent des pratiques inadmissibles sur le marché du médicament, dont les pharmaciens sont victimes; ce qui complique davantage la situation. De ce fait, l'éthique et la déontologie doivent sévir au sein du secteur de la distribution, et doivent être imposées à tous les niveaux du secteur du médicament. L'élaboration des textes doit aussi faire l'objet d'une véritable concertation ouverte à tous les acteurs concernés par le médicament. Les difficultés rencontrées aujourd'hui sont le fruit et les conséquences des décisions prises de manière unilatérale et en dehors de toute concertation.

Rabah Karali

### EXPLOSION DE GAZ DANS UN APPARTEMENT À LAGHOUAT

#### 17 personnes blessées

Dix-sept personnes ont été blessées, dont deux dans un état grave, suite à une explosion de gaz survenue hier dans l'appartement d'un immeuble de la Cité

El-Mehafir dans la ville de Laghouat, a-t-on appris auprès de la Protection civile de la wilaya. L'accident causé par une fuite de gaz a provoqué également des dégâts aux habitations voisines et des véhicules en stationnement près de l'immeuble, a précisé le chargé de communication à la Direction de la Protection civile, le lieutenant Walid Nekkouché. Les blessés ont été pris en charge au niveau de l'établissement public hospitalier "240 lits" de Laghouat, ont indiqué les responsables de la Direction de la santé et de la population (DSP). Le wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, s'est aussitôt rendu sur le lieu de l'accident où il a donné des instructions pour la prise en charge des familles affectées par le sinistre en les logeant provisoirement en attendant la réhabilitation totale de leur immeuble. Les deux blessés (une femme et un homme), dont l'état est jugé grave, seront évacués à Alger à bord d'un hélicoptère, a indiqué le wali.

### CHAMPIONNAT DE LIGUE 1

#### L'OM rate le coche, la JSS sur le podium

L'O Médéa a raté une belle opportunité pour prendre provisoirement les commandes du championnat de Ligue 1 de football. L'OM a été battu (2-1), hier à Dar El-Beïda, par le Paradou AC, après avoir mené au score à la mi-temps. Perturbés par la blessure de leur capitaine, Tarek Cherfaoui, et l'expulsion de leur entraîneur, Cherif Hadjar, pour avoir contesté le penalty sifflé par l'arbitre en faveur du PAC, les Olympiens partagent toujours le fauteuil de leader avec les Sétifiens, qui ont deux matchs en moins, avec un petit point d'avance sur la JS Saoura qui se retrouve sur le podium à la faveur de sa large et retentissante victoire (6-0), à Chlef, devant l'ASO, en chute libre, ainsi que la lanterne rouge, le CA Bordj-Bou-Arréridj, battu (3-1), à Tlemcen, par le WAT, bien relancé par Djamel Benchadli. Le CABBA se dirige tout droit vers un retour en seconde division.

L. B.

#### Les résultats du samedi :

PAC-OM 2-1  
ASO-JSS 0-6  
WAT-CABBA 3-1



### Au fil du jour

#### L'intelligence émotionnelle

Par Rachid Ezziane

Souvent dans nos discussions et autres palabres, nous utilisons le mot intelligence. Dès fois, sans nous rendre compte, nous l'employons à tort et à travers. Même qu'on l'emploie à toutes les sauces pour faire l'érudite ou... l'intelligent. Mais qu'en est-il de sa vraie définition ?

Le dictionnaire de la langue française définit le mot intelligence comme étant la faculté de comprendre, de connaître, de concevoir. Elle (l'intelligence) peut être aussi la capacité intellectuelle de résoudre un problème, ou de s'en sortir d'une situation, voire tout simplement être rapide dans l'assimilation et la compréhension des connaissances acquises. Autour du mot tourment aussi quelques indications accessoires comme les accords de vues, les relations secrètes etc., sans oublier, modernité oblige, le raisonnement logique par le système binaire, incarné par l'informatique.

L'intelligence devient donc pour le commun des mortels cette force qu'ont des personnes à résoudre les problèmes mathématiques et autres situations que seuls ceux dotés de facultés neuronales au-dessus de la norme peuvent résoudre. Pour en savoir plus sur ces capacités, les psychologues et les chercheurs ont, comme on le sait depuis déjà très longtemps, institué un test psychométrique appelé quotient intellectuel (ou Q.I.) pour départager, surtout chez les enfants, le degré d'intelligence. L'utilisation de ce test du Q.I. a été, et durant plus d'un siècle, l'indicateur solennel du degré d'intelligence des peuples jusqu'à le considérer comme étant la richesse des nations. Pour améliorer ce quotient chez les enfants, les pays développés usèrent de moyens didactiques des plus sophistiqués. N'empêche, comme nous le constatons quotidiennement, de temps à autre, chez nous autres les plus démunis, se manifeste, sans crier gare et sans conditions afférentes, une lumière porteuse d'un Q.I. hors norme. Même que l'histoire regorge de tels faits.

Et puis être intelligent n'est pas que savoir résoudre une équation mathématique. Sinon d'où vient la capacité d'un chef de guerre de mener son armée à la victoire. Ou un orateur subjugué ses auditeurs. Ou un enfant devenir le chef de file de ses amis etc. Durant plusieurs années on a attribué ces potentialités à la transcendance, l'empathie ou l'innéité. Voir même à des forces surnaturelles. Mais au début des années 1990, deux chercheurs américains en psychologie, Salovey et Mayer, et après de longs travaux empiriques, arrivèrent à démontrer qu'en plus de l'intelligence classique neuronale ou logico-mathématique, l'homme possède une autre forme d'intelligence aussi importante que la première. Il s'agit de l'intelligence émotionnelle ou I.E. Ils l'ont définie comme étant la capacité à contrôler ses propres sentiments et ceux d'autrui pour arriver à en faire une force d'orientation par la pensée et le comportement. « C'est l'habileté à percevoir et à exprimer les émotions, à les intégrer pour faciliter la pensée, à comprendre et à raisonner avec les émotions, ainsi qu'à réguler les émotions chez soi et chez les autres », lit-on dans la définition qu'ils donnèrent à cette nouvelle intelligence humaine.